

BLOGUE
Autre épisode de la guerre des tablettes. Lisez Richard Dufour sur lapresseaffaires.cyberpresse.ca/dufour

AGENDA
Consultez notre calendrier d'affaires sur lapresseaffaires.cyberpresse.ca/agenda

HORS COTE
Le foie gras résiste à la crise. À lire sur lapresseaffaires.cyberpresse.ca/insolite

LA PRESSE AFFAIRES

LA CHINE ET L'IRLANDE FONT PEUR
IMPORTANT REPLI DES BOURSES
PAGE 15

UBISOFT MOINS DE BOULOT À MONTRÉAL
PAGE 7

| | | | | |
|---|--|---|---|---|
| S&P TSX 12 602,23 -133,18 (-1,05%) | S&P 500 1178,34 -19,41 (-1,62%) | DOW JONES 11 023,50 -178,47 (-1,59%) | PÉTROLE 82,34 \$US -2,52 \$US (-2,97%) | DOLLAR 97,83 ¢US -1,29 ¢US |
|---|--|---|---|---|

PRÉSUMÉE FRAUDE

Carole Morinville arrêtée

VINCENT BROUSSEAU-POULIOT

La conseillère financière Carole Morinville, soupçonnée d'avoir orchestré une fraude à la Ponzi de 3,5 millions de dollars, a été arrêtée hier matin à sa résidence de L'Île-des-Soeurs.

Carole Morinville est sortie de sa résidence la tête baissée et les menottes aux poignets. Elle n'a pas fait de commentaires aux médias présents lors de son arrestation. Elle a été interrogée plus tard dans la journée par la Sûreté du Québec, qui a aussi perquisitionné à sa résidence. Aucune accusation criminelle n'a été déposée. « M^{me} Morinville a été rencontrée par les policiers, mais il est trop tôt pour dire s'il y aura des accusations. L'enquête se poursuit », dit Geneviève Bruneau, porte-parole de la Sûreté du Québec.

Une soixantaine d'investisseurs

Même mutisme à la Direction des poursuites criminelles et pénales (DPCP), l'organisme indépendant du ministère de la Justice du Québec qui décide de porter des accusations criminelles. « Il est encore trop tôt pour parler de dépôt d'accusations », a indiqué par courriel M^c Martine Bérubé, porte-parole de la DPCP.

Carole Morinville est soupçonnée d'avoir orchestré une fraude d'environ 3,5 millions de dollars auprès d'une soixantaine d'investisseurs, dont l'actrice Karine Vanasse qui la poursuit au civil pour 125 000\$. Les comptes bancaires de Carole Morinville ont été bloqués par l'Autorité des marchés financiers (AMF) en août dernier.

La perquisition chez Carole Morinville survient quelques jours après que la Sûreté du Québec a rencontré le syndic nommé par la Cour supérieure pour administrer la faillite de Carole Morinville. Le syndic Noubar Boyadjian a partagé les informations qu'il a recueillies dans le dossier Morinville avec la Sûreté du Québec. Cette rencontre a eu lieu la semaine dernière.

Sans le sou

Carole Morinville, qui a été radiée provisoirement de son ordre professionnel l'été dernier, a été mise en faillite en août par ses présumées victimes. Dans ses déclarations au syndic, l'ex-conseillère financière se dit sans le sou. Au mieux, ses avoirs personnels sont estimés à 350 000\$.

Comme plusieurs investisseurs floués, Karine Vanasse s'inquiétait de voir Carole Morinville en liberté en entrevue le mois dernier à *La Presse Affaires*.

➤ Voir **FRAUDE** en page 4



PHOTOMONTAGE LA PRESSE

UN SIPHON APPELÉ MILLENIA HOPE

Ses remèdes contre la malaria ou le VIH sont illusoire, mais les pertes des petits investisseurs sont bien réelles.

SOPHIE COUSINEAU

La société Millenia Hope s'est toujours targuée d'avoir des amis célèbres.

L'acteur Daniel Pilon préside le conseil d'administration de sa fondation de bienfaisance, après avoir récemment succédé au sénateur libéral Charlie Watt. L'ancien premier ministre Jean Chrétien et son cabinet d'avocats, Heenan Blaikie, se sont aussi joints à elle dans sa croisade contre la malaria en Afrique... C'est du moins ce que prétendait Millenia Hope dans ses communiqués, avant de se faire mettre en demeure de retirer ces affirmations.

Mais cette entreprise de biotechnologies de Montréal passe sous silence ses fréquentations moins présentes.

L'un de ses hauts dirigeants, Jacky Quan, fait l'objet d'une enquête de la Gendarmerie

royale du Canada. On le soupçonne d'avoir manipulé le titre de Millenia Hope en Bourse avec de l'argent soutiré à une soixantaine d'investisseurs désespérés.

L'Autorité des marchés financiers (AMF) a aussi épinglé, en trois occasions distinctes, de faux courtiers qui, entre 2007 et 2009, vendaient des actions de sa filiale canadienne sans prospectus. L'AMF réclame 2,1 millions de dollars en amendes à l'un d'eux, Normand Bouchard, qui fait face à 37 chefs d'accusation d'avoir contrevenu à la Loi sur les valeurs mobilières, en plus de faire l'objet d'une enquête criminelle pour une possible récidive.

Par ailleurs, le gangster montréalais Ducarme Joseph aurait travaillé comme conseiller auprès de Millenia Hope. L'entreprise versait 20 166\$ par mois, soit près de 242 000\$ par année, à l'ancien chef du gang des « 67 », selon la demande de prêt hypothécaire que Ducarme Joseph a déposée auprès de la banque HSBC en 2008, a rapporté le *Journal de Montréal*.

Rares sont les entreprises qui nagent dans autant

de suspicions. Toutefois, Millenia Hope, fondée par le Montréalais Leonardo Stella, et ses hauts dirigeants n'ont jamais fait l'objet d'accusations pénales ou criminelles.

« C'est vrai que (les gens de) Millenia n'ont pas été accusés comme tel, mais ce qu'on me dit aux enquêtes, c'est qu'on suit de très près cette compagnie-là », dit Sylvain Thérberge, porte-parole de l'Autorité des marchés financiers.

Il a été impossible de joindre les dirigeants de Millenia Hope, même en appelant les trois derniers numéros connus de l'entreprise, dont deux aboutissent dans des boîtes téléphoniques remplies de messages.

Sur papier, Millenia Hope est séduisante. L'entreprise fondée en 1997 affirme avoir mis au point un nouveau médicament contre la malaria.

➤ Voir **MILLENIA** en page 4

➕ AUTRES TEXTES DE NOTRE DOSSIER EN PAGES 2 ET 3

CRISE IRLANDAISE

Des choix douloureux, estiment d'ex-ministres québécois

MARTIN CROTEAU

Empêtrés dans une crise financière qui menace de déstabiliser toute l'Europe, les Irlandais devront se résigner à payer plus d'impôt et à recevoir moins de services gouvernementaux, estiment trois anciens ministres des Finances du Québec contactés par *La Presse Affaires*. Selon eux, le gouvernement du « Tigre celtique » devra faire des choix douloureux pour remettre le pays sur le chemin de la prospérité.

Les ministres des Finances des 16 pays de la zone euro se sont réunis à Bruxelles, hier, pour discuter d'un projet

d'aide aux banques irlandaises. Le premier ministre du pays, Bill Cowen, est pressé d'accepter un plan de sauvetage extérieur. Mais il a réaffirmé hier que l'Irlande n'en a pas réclamé.

Aide extérieure ou pas, le gouvernement irlandais doit à tout prix assainir ses finances, trancheur Monique Jérôme-Forget, Bernard Landry et Michel Audet, trois anciens ministres québécois des Finances.

➤ Voir **CRISE** en page 9

➕ AUTRES TEXTES SUR LA CRISE EN IRLANDE EN PAGE 9



Tournez la page et payez 0 frais.

Sauver temps et argent. Telle est la devise de toute entreprise qui veut prendre de l'expansion. Est-ce assez direct?

HSBC Direct Entreprises^{MC} : des services bancaires rapides et efficaces.
➤ Aucuns frais mensuels¹ ➤ Un accès à votre compte partout et en tout temps²

La HSBC combine expertise locale et ressources internationales dans plus de 60 pays. Nous sommes également fiers d'être la source de renseignements pour les petites entreprises au Canada³.

Passez à l'action! Allez sur hsbc.ca/lapresse. Ou téléphonez au 1-866-808-4722.

HSBC Affaires

HSBC
Votre banque, partout dans le monde

Publié par la Banque HSBC Canada
¹Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI). Miser sur un meilleur service (avril 2010). Selon la définition utilisée, les petites entreprises comptent 5 à 49 employés. ²HSBC Direct Entreprises est une marque de commerce canadienne de HSBC Holdings plc. Utilisée en vertu d'une licence par la Banque HSBC Canada. ³Pour plus de détails sur les frais associés au compte HSBC Direct Entreprises, veuillez consulter la brochure « Frais de gestion HSBC Affaires », disponible dans toutes nos succursales. ⁴Accès 24 heures par jour, tous les jours, par l'entremise des Services bancaires par Internet aux entreprises, des GA et des Services bancaires téléphoniques.

UN SIPHON APPELÉ MILLENIA HOPE



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE

Depuis plus de huit ans, André Sirois, un avocat québécois qui habite New York, multiplie les démarches pour récupérer les quelque 30 000 \$ qu'il a investis dans Millenia Hope. « Personne n'aime admettre qu'il s'est fait avoir, dit-il. Je n'aurais jamais raconté mes mésaventures si je ne voulais épargner à d'autres ce qui m'est arrivé. »

LE LONG COMBAT

André Sirois juge que l'Autorité des marchés financiers aurait déjà pu mettre un terme aux activités de Millenia Hope. Si les autorités boursières du Québec l'avaient pris au sérieux il y a huit ans...



SOPHIE COUSINEAU

Un malheur ne vient jamais seul, dit-on. André Sirois, un Québécois qui habite à New York, n'aurait jamais investi dans Millenia Hope s'il n'avait pas souffert lui-même de la malaria.

L'avocat a contracté cette maladie trois fois, lors de voyages en Haïti, au Rwanda et au Timor oriental, où il a travaillé comme observateur de l'Organisation des Nations unies. Âgé de 68 ans, cet homme de petite carrure a failli y laisser sa peau.

La curiosité d'André Sirois était donc naturelle lorsqu'un ami lui a parlé d'une entreprise montréalaise qui disait avoir mis au point un nouveau remède contre la malaria. Cette maladie a touché près de 250 millions de personnes en 2008.

André Sirois ne se croyait pas naïf pour autant. Pour vérifier les prétentions du jeune courtier qui lui offrait des actions de Millenia Hope, il a soumis

la documentation de l'entreprise à son courtier habituel et à un collègue médecin à l'ONU familier avec le paludisme. Rien ne leur a semblé suspect. « C'était bien monté », note André Sirois.

Peu après avoir transféré les fonds pour l'achat de 20 000 actions de Millenia Hope, au printemps de 2000, André Sirois s'est inquiété pour son investissement, de 30 000 \$CAN au taux de change de l'époque. Il trouvait louche l'absence de communication de l'entreprise. Il a donc réclamé le certificat de ses actions. Après avoir insisté pendant des semaines, il a pu en prendre possession dans les bureaux d'Anchorage, un fonds d'investissement administré par Gilbert Chartrand, ancien député fédéral de Verdun.

Gilbert Chartrand a écopé d'une amende de 126 000 \$ pour s'être fait passer pour courtier, en 1998 et 1999, et pour avoir berné la Fédération des cégeps, en investissant ses fonds, à perte, dans des placements risqués. L'ex-député et sa conjointe, Carole Lambert, ont aussi été reconnus coupables, en 2005, de complot et du détournement de 750 000 \$ chez Anchorage.

Alors qu'il voit ses actions fondre de 1 \$US à moins de 1 ¢ en Bourse, André Sirois constate qu'il a de plus en plus de mal à parler aux dirigeants

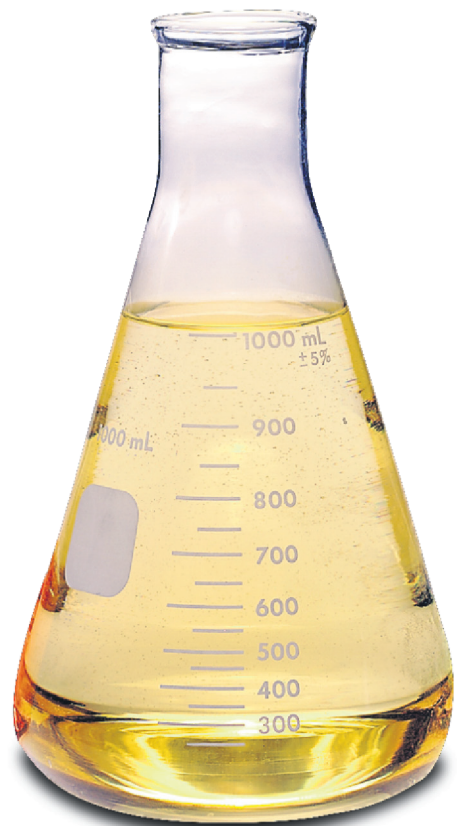
de Millenia Hope. Ceux-ci changent souvent de numéro de téléphone. Il en déduit qu'il s'est fait arnaquer.

Dès 2001, il communique avec l'Autorité de marchés financiers (AMF) qui s'appelait la Commission des valeurs mobilières du Québec (CVMQ) à l'époque. André Sirois veut savoir si ces autorités boursières peuvent intervenir et, si oui, comment. Mais ses lettres et communications restent sans réponses. « J'ai dû faire appel au Protecteur du citoyen pour qu'ils me répondent », raconte-t-il.

Il finit par coucher son histoire sur du papier à en-tête de la CVMQ, à la suggestion d'un enquêteur qui croit que deux infractions ont pu être commises. « Je regarde régulièrement la cote (de Millenia Hope) au NASDAQ, et j'ai l'impression qu'il (le titre) est manipulé. La société émet des communiqués de presse très favorables qui font monter le titre, puis il redescend ensuite », écrit André Sirois dans sa déclaration solennelle datée du 27 novembre 2002.

La réponse définitive de la CVMQ n'est venue qu'une année plus tard. En septembre 2003, le directeur de la conformité, Pierre Bettez, l'a informé par une lettre qu'il ferme son dossier, sous prétexte qu'André Sirois refuse de porter plainte. Cet avocat a eu beau

UNE RECHERCHE CHANCELANTE



SOPHIE COUSINEAU

C'est la revue *The Scientist* qui, la première, a sonné l'alarme.

Dans un article fouillé publié en novembre 2002, la journaliste Diane Martindale a raconté à quel point les travaux menés par la société canadienne Millenia Hope étaient considérés avec suspicion par la communauté internationale des chercheurs s'intéressant à la malaria.

D'entrée de jeu, cette revue scientifique américaine a évoqué la possibilité que le médicament de Millenia Hope soit une supercherie (« may be a fraud »).

The Scientist a joint tous les universitaires qui, selon les communiqués de presse de Millenia de l'époque, menaient des travaux de recherche ou des essais cliniques sur le Malarex. Cette revue américaine a découvert qu'entre les prétentions de l'entreprise et la réalité, il y avait un grand décalage.

Un biochimiste spécialisé dans l'étude de la malaria, Erwin Schurr, et un collègue de McGill ont ainsi cessé de collaborer avec Millenia Hope avant la fin de leurs travaux. Ils étaient vexés que l'entreprise dévoile des résultats choisis et incomplets avant même qu'ils aient rédigé leur rapport final.

Une autre chercheuse de McGill, Mary Stevenson, devait tester le Malarex sur des animaux. Mais comme cette immunologue n'a jamais reçu les fonds nécessaires à ces travaux, les tests n'ont jamais été réalisés.

À l'époque, la revue a seulement pu confirmer qu'un essai clinique sur des humains avait été mené à Yaoundé, par le D^r Albert Same Ekobo, ex-directeur national du programme antipaludéen du Cameroun. Si les 30 patients ont tous été guéris, selon les prétentions de Millenia, les résultats de cette expérience n'ont jamais été publiés.

En fait, sur les neuf recherches sur l'agent actif du Malarex, le voacamine,

qui ont été publiées dans des publications scientifiques revues par des pairs, de 1967 à 2002, aucune ne mentionne Millenia Hope ou le Malarex.

Millenia Hope s'était aussi targuée d'avoir conclu un partenariat avec la Fondation internationale de la malaria. Jointe par *The Scientist*, la présidente et fondatrice de cette fondation, Mary Galinski, a démenti l'information.

The Scientist s'est aussi inquiétée du fait que Millenia Hope ait été autorisée à vendre le Malarex dans cinq pays africains sans avoir mené de tests pour s'assurer de l'innocuité de ce médicament.

L'éditeur du *Malaria Journal*, Marcel Hommel, a conclu que Millenia Hope « ressemble à une arnaque financière qui peut séduire les boursicoteurs qui ne se doutent de rien ».

The Lancet a abondé dans son sens dans un article publié en février 2003, en insistant sur l'absence de preuve scientifique pour soutenir l'utilisation du Malarex.

UN SIPHON APPELÉ MILLENIA HOPE



1 et 2 L'ancien laboratoire de la filiale canadienne de Millenia Hope à Kirkland, maintenant vacant.



3 Une autre adresse de Millenia Hope dans un parc industriel à Longueuil.



4 Le 1250 boul. René-Lévesque Ouest, une adresse prestigieuse pour un bureau invisible.

D'ANDRÉ SIROIS

protester, lui assurer qu'il était prêt à déposer une plainte en bonne et due forme, Pierre Bettez n'est jamais revenu sur sa décision.

Informé de cette histoire, le porte-parole de l'AMF, Sylvain Théberge, s'est borné à dire qu'il ne fera « aucune commentaire » sur la façon dont la plainte d'André Sirois a été traitée.

■ ■ ■

Avec ses cheveux grisonnants et ses petites lunettes rondes qui descendent sur son nez, André Sirois est du genre insistant. Peu de temps après sa retraite, l'avocat décide d'aller au fond des choses. Puisque l'AMF ne s'intéresse pas à Millenia Hope, il s'en chargera.

À force d'appels et de courriels, André Sirois finit par retracer Yehuda Kops, chef de la direction financière et responsable des relations avec les investisseurs. Yehuda Kops lui fixe rendez-vous au nouveau laboratoire de la filiale canadienne à Kirkland.

Un responsable de l'AMF avec qui André Sirois est resté en communication lui recommande toutefois de ne pas s'y présenter seul, lui disant que « ce sont des gens dangereux ». Même s'il dit ne rien craindre, il s'y rend en

compagnie de son ami qui a lui aussi investi dans Millenia Hope.

Cet ancien entrepôt de Loblaw que l'entreprise occupe depuis la fin de 2006 ne paie pas de mine. Lorsque André Sirois le visite, en novembre 2008, il n'y a pas d'enseigne extérieure de Millenia, ni de téléphoniste. Passé la réception, aucun employé ne travaille dans les bureaux non plus.

Dans ce qu'il décrit comme un décor de laboratoire pour un film, André Sirois tombe sur Bahige Baroudy, à

Pour l'année terminée le 30 novembre 2007, Millenia Hope a réclamé plus de 975 000\$US en crédits d'impôt à la recherche. Pour le premier trimestre de son année 2008, c'était 185 000\$US de plus.

Lorsque Bahige Baroudy voit André Sirois, ce dirigeant lui parle de ses recherches sur le bradykinin et le sollicite comme s'il s'agissait d'un nouvel investisseur. Le bradykinin est le fer de lance de Genesis Biopharma, une nouvelle filiale de Millenia Hope.

« Je regarde régulièrement la cote (de Millenia Hope) au NASDAQ, et j'ai l'impression qu'il (le titre) est manipulé. La société émet des communiqués de presse très favorables qui font monter le titre, puis il redescend ensuite. » — André Sirois, dans sa déclaration solennelle de 2002

l'époque président et chef de la recherche scientifique de la société mère. « Il y avait des éprouvettes qui faisaient glouglou. J'avais l'impression d'être dans un livre de Tintin », raconte André Sirois.

Cette recherche a été financée par des fonds publics. Millenia Hope a reçu 470 000\$US en crédits d'impôt à la recherche du fédéral et du provincial durant son année financière 2006.

Lorsqu'André Sirois lui explique, mi-figue, mi-raisin, qu'il s'intéresse plutôt au Malarex, Bahige Baroudy lui répond que ce projet ne va nulle part et que l'entreprise a fait une croix dessus. Pourtant, jamais Millenia Hope n'en a informé ses actionnaires.

Dans ses derniers résultats financiers rendus publics, en avril 2008, Millenia Hope disait poursuivre ses essais clini-

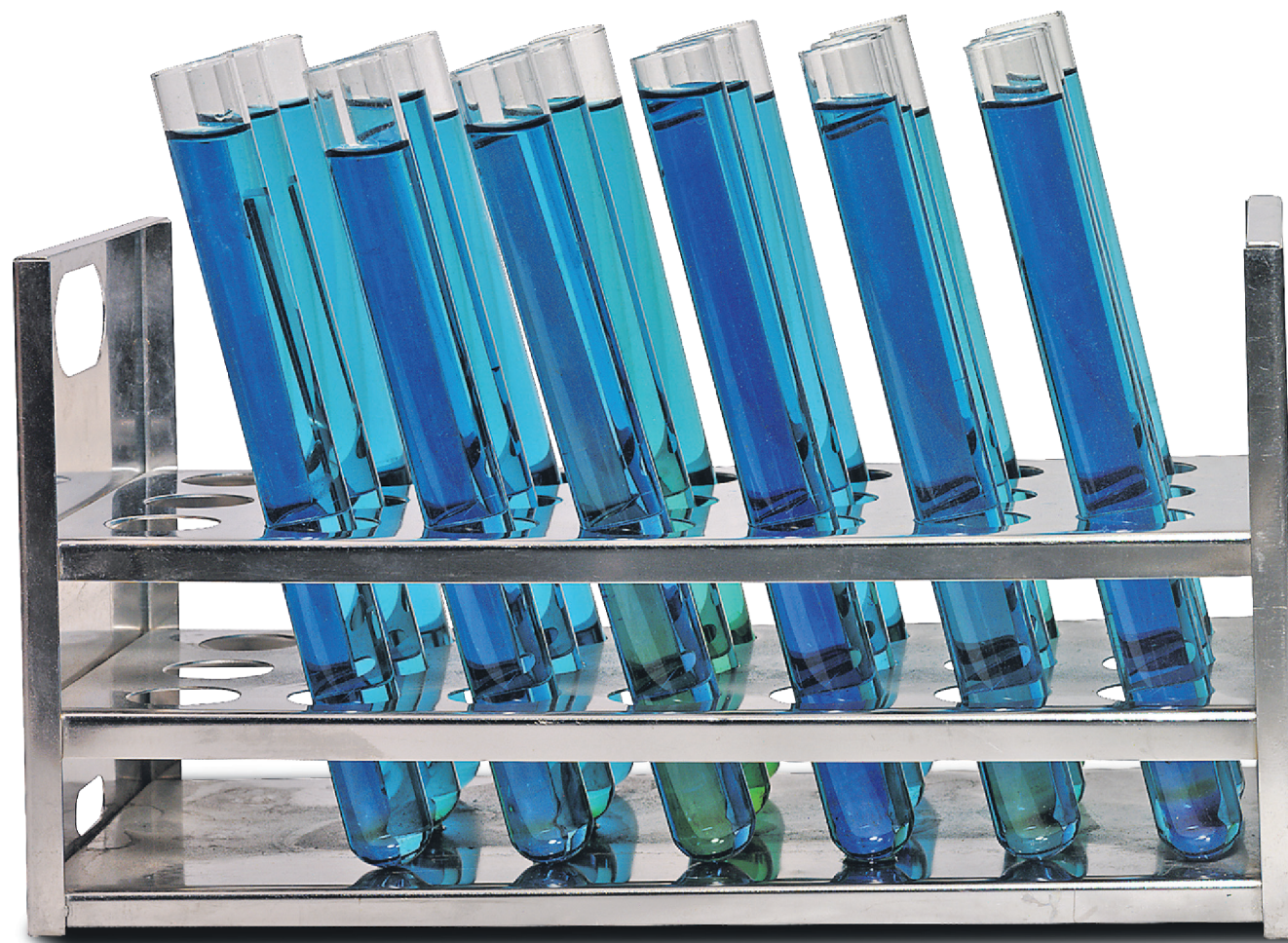
ques en Afrique, sous la surveillance de l'Organisation mondiale de la santé. Millenia Hope affirmait aussi avoir reçu l'autorisation de vendre le Malarex dans 18 pays africains.

Ces perspectives ne se reflétaient toutefois pas sur les résultats de l'entreprise, puisque Millenia Hope n'a jamais encaissé de profit. Au dernier trimestre rendu public, terminé le 29 février 2008, Millenia Hope a perdu près de 850 000\$ sur des ventes de 542 000\$. Cela a porté à 33 millions de dollars ses pertes depuis sa création en 1997.

Malgré tout, Millenia Hope a convoqué ses actionnaires à une assemblée extraordinaire le 26 février 2009 pour faire augmenter le nombre de ses actions en circulation de 390 millions à 1,9 milliard d'actions! Et cela, sans qu'aucune transaction future ne soit associée à cette décision.

Tenace, André Sirois s'est rendu jusqu'au Hilton de Newark, au Delaware, où devait se tenir cette réunion. À l'heure dite, il était fin seul dans la salle. Ce n'est qu'au bout d'une heure que Yehuda Kops est venu s'asseoir pour y manger un sandwich. Il a reconnu André Sirois, éberlué.

L'assemblée n'a jamais été déclarée ouverte.



Si Millenia Hope ne bouge plus qu'en Bourse, cette biotech a fait des petits. Ces entreprises ont des airs de famille. Elles ont des causes nobles. Elles sont en Bourse ou prévoient y aller même si elles ne font qu'engranger des pertes. Et leurs numéros de téléphone ne sont plus valides.

➤ LA SUITE DE NOTRE DOSSIER DEMAIN.

LA PRESSE AFFAIRES

À L'AGENDA

■ PRÉVISIONS ■ RÉEL BPA: bénéfice par action K: millier M: million G: milliard

AUJOURD'HUI

| |
|--|
| Ind. des prix à la cons. (É.-U.) oct.: 1,2% sept.: 1,1% |
| Permis de bâtir (É.-U.) oct.: 5,1% sept.: -5,6% |
| Loblaws BPA 3T: 79¢ |
| Metro BPA 4T: 84¢ |

LUNDI 22 NOVEMBRE

| |
|---|
| Jack in the Box BPA 4T: 37¢US |
| Hewlett-Packard BPA 4T: 1,27\$US |
| Tech Data BPA 3T: 95¢US |
| Tyson Foods BPA 4T: 56¢US |

Source: Bloomberg

POUR NOUS JOINDRE

DEMAIN

| |
|---|
| Indicateur avancé (É.-U.) oct.: 0,5% sept.: 0,3% |
| Ind. de la Fed de Philadelphie (É.-U.) nov.: 6,0% oct.: 1,0% |
| Dell BPA 3T: 33¢US |

MARDI 23 NOVEMBRE

| |
|--|
| Ventes de maisons existantes (É.-U.) oct.: -0,7% sept.: 10,0% |
| Campbell Soup BPA 1T: 85¢US |
| George Weston BPA 3T: 1,13\$ |

VENDREDI 19 NOVEMBRE

| |
|--|
| Ann Taylor Stores BPA 3T: 34¢US |
| HJ Heinz BPA 3T: 76¢US |
| Kirkland's BPA 3T: 12¢US |

MERCREDI 24 NOVEMBRE

| |
|--|
| Ventes de maisons neuves (É.-U.) oct.: 2,4% sept.: 6,6% |
| Deere & Co BPA 4T: 96¢US |
| Mosaid Technologies BPA 2T: 62¢ |
| Tiffany & Co BPA 3T: 37¢US |

SUDOKU

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations: www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 9 | | | 2 | | 3 | |
| | | | | | 3 | 1 | | 4 |
| | 6 | | 8 | 5 | | | 9 | |
| 9 | | | 5 | | | | | 2 |
| | 5 | | | | 8 | | 6 | 3 |
| | | 8 | 3 | | | | | 1 |
| | | | | | 6 | | | 5 |
| 5 | | 4 | | 2 | | | | |
| | | | 7 | | | | | |

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 7 | 2 | 3 | 8 | 9 | 1 | 6 | 4 | 5 |
| 4 | 9 | 1 | 6 | 5 | 3 | 2 | 8 | 7 |
| 6 | 5 | 8 | 7 | 2 | 4 | 9 | 1 | 3 |
| 5 | 6 | 9 | 1 | 8 | 7 | 4 | 3 | 2 |
| 3 | 1 | 4 | 2 | 6 | 5 | 7 | 9 | 8 |
| 2 | 8 | 7 | 3 | 4 | 9 | 5 | 6 | 1 |
| 1 | 3 | 5 | 9 | 7 | 6 | 8 | 2 | 4 |
| 9 | 7 | 2 | 4 | 1 | 8 | 3 | 5 | 6 |
| 8 | 4 | 6 | 5 | 3 | 2 | 1 | 7 | 9 |

Niveau de difficulté : DIFFICILE

1830

Par Fabien Savary

1829



Carole Morinville est soupçonnée d'avoir orchestré une fraude d'environ 3,5 millions de dollars auprès d'une soixantaine d'investisseurs.

Carole Morinville arrêtée

FRAUDE

suite de la page 1

« Nous avons très hâte d'avoir des explications, a dit Karine Vanasse. Nous sommes pressés que justice soit rendue. Je me pose les mêmes questions que tout le monde, parce que ça n'avance pas vite. La dernière chose que nous voulons tous, c'est qu'elle profite éventuellement de notre argent quelque part. »

Des révélations étonnantes

Les témoignages des proches de Carole Morinville dans le cadre de sa faillite ont donné lieu à quelques révélations étonnantes. Son mari, Roberto Diano, a confié que la bague de mariage de M^{me} Morinville, d'une valeur de 20 000\$, a été perdue en mer alors que le couple était en vacances. La bague a été payée en totalité par M^{me} Morinville, qui a épousé M. Diano à l'été 2009.

M. Diano tente actuellement

de faire dégeler les comptes bancaires par le Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières du Québec. M. Diano veut notamment avoir accès aux comptes de son entreprise, Boîte Bagel MLT. Unique actionnaire de Boîte Bagel MTL, Roberto Diano a obtenu les fonds nécessaires à la création de son entreprise par l'entreprise de sa femme. Le syndic veut récupérer ces sommes estimées à 80 000\$ afin de les distribuer aux investisseurs floués par Carole Morinville.

L'AMF n'a pas répondu aux demandes d'entrevue de *La Presse Affaires*. Carole Morinville n'a pas engagé d'avocat pour la représenter dans le cadre de sa faillite. Son témoignage devant le syndic de faillite est retardé depuis un mois car le syndic n'a pas reçu les documents bancaires de la Banque Nationale relativement à certains comptes de M^{me} Morinville.

Un siphon appelé Millenia Hope

MILLENNIA

suite de la page 1

Cette maladie qui peut être mortelle déjoue les médecins en développant des résistances aux médicaments les plus utilisés.

Millenia Hope a acquis les droits du Malarex. Ce médicament a été développé à partir d'extraits de racines et d'écorce du *Peschieria fuchsiaeolia*, un arbre indigène au Brésil. L'entreprise affirme avoir chapeauté des essais cliniques sur son médicament vedette en Afrique, un continent éprouvé par le paludisme. C'est là que les premières ventes de Malarex auraient été conclues, en 2005.

Millenia Hope a même lancé une fondation pour aider les pays les plus pauvres à financer l'achat de ses médicaments.

Mais nul besoin de décaper le vernis pour découvrir des informations troublantes sur Millenia Hope, à commencer par sa recherche.

Dès 2002, la revue *The Scientist* a émis des réserves sérieuses sur ses essais cliniques, de même que sur l'innocuité et l'efficacité du Malarex. En 2003, la prestigieuse revue scientifique *The Lancet* en a remis.

« Ce médicament n'a pas été assez étudié pour être testé chez les humains. (...) Cette entreprise essaie d'attirer des investissements, probablement de façon inappropriée », a noté David Warhurst, du laboratoire de malaria du London School of Hygiene & Tropical Medicine, en entrevue à *The Lancet* (voir autre texte en page 2).

Puis, il y a les nombreuses adresses de Millenia Hope, une entreprise incorporée au Delaware mais dirigée de Montréal. Son domicile change selon les déclarations déposées auprès des autorités réglementaires.

Tantôt, elle réside dans un immeuble à Westmount. Tantôt, elle loge dans un parc industriel de Longueuil. Tantôt, elle est établie au 1250, boul. René-Lévesque Ouest, une des tours les plus prestigieuses du centre-ville. Son bureau est au 22^e étage, ce qui n'est pas un détail. Une entreprise y loue des bureaux virtuels (adresse et télécopieur) pour seulement 99\$ par mois. Ne cherchez pas le nom de Millenia, il ne s'y trouve pas.

Enfin, il y a la filiale canadienne de l'entreprise. Millenia Hope Pharmaceuticals (MHP) devait commercialiser ce qu'elle décrit comme des « bioprocédés de culture de cellules végétales » pour développer des médicaments, des cosmétiques et des aliments nutritifs. Cette filiale a voulu s'inscrire en Bourse en 2006. Tout en admettant, dans son prospectus préliminaire, qu'elle n'avait pas commercialisé un seul produit en six ans!

MHP, aussi appelée Espoir du Millénaire Pharmaceutique, n'a jamais donné suite à sa démarche. Elle a fait faillite l'an dernier.

■■■

Avec cette faillite, on pourrait croire que Millenia Hope n'existe plus. Le laboratoire de MHP, un ancien entrepôt de Loblaws en bordure de l'autoroute 40 à Kirkland, s'empoussiérait en attendant un nouveau locataire. L'entreprise ne publie plus de communiqués.

Mais le titre de Millenia Hope s'échange encore sur le marché hors cote du NASDAQ, aux États-Unis. Il ne vaut pas cher, autour d'un dixième de cent. Mais il est hyperactif. Dans la seule journée du 28 octobre, par exemple, le titre de Millenia Hope a grimpé de 62,5%!

Comment est-ce possible? L'action de Millenia Hope est de la catégorie des *Pink Sheets*, de la couleur du papier sur lequel les cotes de ces actions étaient jadis imprimées. Aux États-Unis, les *Pink Sheets* sont les titres boursiers les moins réglementés. Leurs émetteurs ne sont même pas tenus de dévoiler leurs résultats financiers ou leurs transactions d'initiés.

Le marché pour ces titres est considéré comme un terrain propice à la manipulation boursière. Nombre d'investisseurs institutionnels ne s'aventurent jamais dans ce Far West de la Bourse.

Mais c'est ici que Jacky Quan, haut dirigeant de Millenia Hope, aurait amassé une petite fortune.

Ce Chinois de naissance qui a étudié en Chine et au Vietnam a atterri au conseil de l'entreprise en 2005. En plus de le nommer administrateur, Millenia Hope lui a confié la direction d'une nouvelle filiale à Hong-Kong (qui n'a apparemment jamais vu le jour). Jacky Quan a ensuite cumulé les fonctions de premier vice-président et de trésorier.

En août 2008, il a jeté son dévolu sur la filiale canadienne en achetant 60% de ses actions. Il avait toujours le contrôle de MHP lorsque celle-ci a fait faillite, l'an dernier.

Jacky Quan a donc une connaissance intime de l'entreprise dont il est soupçonné d'avoir manipulé le titre.

Les policiers ont identifié trois comptes de courtage à escompte avec lesquels Jacky Quan aurait mené des opérations boursières illégales, pour ensuite transférer les profits dans cinq comptes bancaires sous son contrôle. De là, l'argent était rapidement retiré. C'est ainsi qu'il se serait offert une luxueuse maison à Dollard-des-Ormeaux.

Au total, six comptes de courtage auraient rapporté 3,25 millions de dollars à Jacky Quan et à ses 15 complices présumés, dont son frère, Gia Tuong Quan.

Ce sont ces complices qui hameçonnaient des Québécois fauchés à la recherche de liquidités, en publiant des petites annonces dans des hebdomas régionaux. Ces victimes donnaient les mots de passe de leurs comptes de courtage auto-gérés en échange de liquidités qui représentaient une fraction de leurs économies. Les escrocs utilisaient les comptes des victimes pour leur faire acheter au gros prix des actions de Millenia Hope qu'ils avaient eux-mêmes acquises pour une bagatelle. Ces opérations se répétaient jusqu'à ce que les comptes des victimes se vident complètement.

Les économies des victimes pouvaient aussi servir à créer un effet d'engouement autour de Millenia ou d'autres titres

en Bourse. Car cette société de biotech est une experte de l'effervescence. Millenia Hope a publié une longue série de communiqués élogieux qui ont souvent été repris dans les sites internet de discussions pour investisseurs.

Rarement a-t-on vu une entreprise aussi petite en annoncer autant. Dans un communiqué publié en 2001, Millenia Hope disait s'associer à une entreprise américaine pour construire des hôpitaux partout dans le monde.

Et à au moins deux reprises en 2006, Millenia Hope a annoncé que le cabinet Heenan Blaikie et son associé Jean Chrétien « ont choisi de s'associer avec Millenia Hope » dans sa « croisade contre la malaria ». D'ailleurs, le site internet anglais de Radio-Canada reprend toujours cet engagement de Jean Chrétien dans la section où il brosse les portraits des anciens premiers ministres.

En septembre 2007, un an après la diffusion des communiqués, Heenan Blaikie a envoyé une mise en demeure à Millenia Hope pour que la société les retire. En vain.

Le titre de Millenia Hope s'échange encore sur le marché hors cote du NASDAQ, aux États-Unis. Il ne vaut pas cher, autour d'un dixième de cent. Mais il est hyperactif.

« On a appris à nos dépens qu'on ne peut pas faire grand-chose pour retirer les articles une fois qu'ils sont publiés sur internet », dit Jacques Bouchard Jr., associé de Heenan Blaikie. Cet avocat raconte avoir représenté Millenia Hope avant d'avoir des doutes sur le sérieux de l'entreprise. En revanche, Jean Chrétien n'a jamais travaillé sur ce dossier. Heenan Blaikie, qui a poursuivi avec succès son ancien client pour honoraires impayés, cherche encore à retracer Leonardo Stella et ses associés pour faire exécuter ce jugement...

■■■

À au moins une occasion, l'Autorité des marchés financiers a tenté d'établir un lien entre Millenia Hope et les intrigues douteuses qui l'entourent. Elle croyait que Pierre Couture, qui s'est fait passer pour un courtier en 2007 auprès d'une quinzaine d'investisseurs potentiels de Québec, avait agi sous les directives de l'entreprise.

Millenia Hope a nié être de mêche avec lui. C'est Joseph Daniele, responsable des services juridiques et administrateur de Millenia Hope jusqu'en 2008, qui a monté sa défense. Et cela, même si cet avocat a déjà perdu son droit de pratique.

En 2000, le Barreau du Québec a radié Joseph Daniele pour trois ans, l'ayant reconnu coupable de 16 chefs d'accusation dans le cadre de sa pratique privée. « Le Comité constate, de l'ensemble du dossier, que l'intimé éprouvait une certaine propension, voire une certaine facilité, à mentir, même sous serment, ou devant le Tribunal, afin de ne pas faire perdre de droits à ses clients. Cette attitude, qui apparaît érigée en système chez l'intimé, est un acte attentatoire à la déontologie », notait le comité de discipline du Barreau.

Les représentations de Millenia ont porté fruits. Fin novembre 2007, l'interdiction d'échanger le titre de Millenia Hope, prononcée un mois plus tôt, a été levée, faute de preuve.

Et depuis, Millenia Hope poursuit sa folle vie en Bourse.

AFFAIRES
700

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

DEVENEZ détaillant Timberblock, incluant maison déjà établie aux portes de l'Estrie et léger investissement. Contactez Gabriel Paquette au 450-474-1009 poste 282 ou gpaquette@timberblock.com

MIRABEL, St-Colomban, source d'eau pour embouteiller, 34 arpents, 2 000 000 \$. **Associés demandés 450-973-4926.**

VOUS VOULEZ AVOIR VOTRE PROPRE ENTREPRISE? PETIT-SAGUENAY: Centre pour pers. autonomes/légère perte d'autonomie. Clientèle/rev. assurés. PP Beaudoin crtr, GR Sutton. 514-983-5494. ppbeaudoin@videotron.ca

715 FINANCEMENT

1-877-346-2620 www.securfinance.com
Sécur Finance - Prêts hypothécaires: résidentiels, locaux, commerciaux & semi-comm., construction. info@securfinance.com

1^{ère} / 2^e HYPOTHÈQUE ET CONSTRUCTION
Commercial • Industriel • Résidentiel
DENCOL, 514-342-1356 (agent protégé)

FINANCEMENTMDM.COM
Prêt de 500 \$, permis de l'OPC
1-877-904-9888

AVIS
800

801 AVIS LÉGAUX

AVIS DE LIQUIDATION DU RÉGIME DE RETRAITE DES MAGASINS SAAN LTÉE

Sachez que le Régime de retraite des employés des Magasins SAAN ltée et ses sociétés associées et affiliées (le « Régime »), (anciennement le Régime de retraite pour les employés de Gendis inc. et ses sociétés associées et affiliées), avec le numéro d'enregistrement 257444 en vertu de la Loi sur les prestations de pension du Manitoba et la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada), fut liquidé à compter du 30 septembre 2005. Si vous avez droit à des prestations de retraite ou au surplus de l'actif du Régime, mais n'avez pas encore reçu de paiement, s'il vous plaît communiquez avec le Régime par téléphone au 905-301-7250 ou par courriel à l'adresse saan.pension@gmail.com avant ou en date du 15 décembre 2010. Après cette date, tous les actifs restants du Régime seront versés au tribunal en vertu des lois du Manitoba.

AVIS
800

801 AVIS LÉGAUX

CESSATION D'ACTIVITÉ

MADELEINE LANDRY, dermatologue, annonce sa retraite et la fermeture définitive de son bureau, à la fin de mai 2011. Pour obtenir une copie de votre dossier en vue de le faire parvenir à votre médecin de famille, veuillez s'il vous plaît en faire la demande par écrit.

850 AVIS DE DISSOLUTION CHANGEMENT DE NOM

AVIS DE DEMANDE DE DISSOLUTION PRENEZ AVIS que la compagnie **MAÇONNERIE GAËTAN YELLE INC.** demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre. À Montréal, ce 15^e jour de novembre 2010. LÉVESQUE GRAVEL & ASSOCIÉS

AVIS DE DEMANDE DE DISSOLUTION PRENEZ AVIS que la compagnie **P. BERGERON CONSULTANT INC.** demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre. À Montréal, ce 15^e jour de novembre 2010. LÉVESQUE GRAVEL & ASSOCIÉS

PRENEZ AVIS que la compagnie **9130-3438 QUÉBEC INC.** demandera au Registraire des entreprises du Québec la permission de se dissoudre.

PRENEZ AVIS que la compagnie / personne morale **9167 0406 QUÉBEC INC.** ayant son siège social au 10167, boul. Les Galeries d'Anjou, Anjou, Qc H1J 2Y4 demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre.

PRENEZ AVIS que la compagnie **SERVICES CONSEILS C.I.S. INC.** demandera à l'Inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre et à cet effet, dépose au registre des personnes morales, la déclaration requise par les dispositions de l'article 37 de la Loi sur la publicité légale des personnes morales.

GM hausse le prix de ses actions

Le constructeur américain retourne en Bourse demain

MARTIN CROTEAU

Le retour en Bourse de General Motors (GM) rapportera beaucoup plus que prévu. Le constructeur automobile a annoncé hier que ses actions se vendront entre 32 \$US et 33 \$US l'unité, une hausse de 14 % par rapport à ses prévisions initiales.

À l'origine, les titres de l'entreprise, qui doivent être offerts au marché demain, devaient osciller entre 26 \$US et 29 \$US. En plus d'augmenter leur prix, GM annonce qu'elle vendra pour près de 4 milliards US en actions privilégiées, alors qu'elle prévoyait en vendre 3 milliards.

L'intérêt des investisseurs pour le constructeur américain, qui a émergé de la faillite il y a 16 mois, a fortement grimpé au cours des deux dernières semaines. Les administrateurs de la société ont sillonné le globe

pour solliciter les investisseurs d'envergure.

La mission semble avoir porté ses fruits. Les banques qui mettront les actions en marché auraient reçu sept fois plus de commandes qu'elles ont d'actions à vendre, selon différentes sources.

La décision survient moins d'une semaine après que GM

mondial de 34,1 milliards US comparativement à 25,1 milliards US à la même période l'an dernier.

« Comme la situation se stabilise en Amérique du Nord et qu'on vient d'annoncer des profits, GM est en position de force pour lancer un prix d'émission plus élevé, souligne Yan Cimon, spécialiste du secteur automo-

pour sauver GM de la faillite. Pour qu'ils puissent reprendre leur mise, la vente d'actions doit rapporter 65,7 milliards US. Or, à 33 \$ l'action, l'appel public à l'épargne portera la capitalisation boursière de GM à près de 50 milliards US.

Les analystes prédisent que le prix des actions augmentera après leur mise en marché à New York et à Toronto, à mesure que les ventes de voitures et de camions s'amélioreront.

« Si GM performe comme prévu, la valeur de son action va s'améliorer avec régularité », estime Joe Phillippi, président d'AutoTrends Consulting, une firme du New Jersey.

Pour investisseurs avertis

L'enthousiasme des investisseurs pour GM s'explique par le succès de certains produits populaires comme les VUS, explique Yan Cimon. Et la mise en marché de la Chevrolet Volt, malgré son prix élevé, témoigne

de sa volonté de proposer des véhicules plus économiques, plus verts.

Malgré tout, l'achat d'actions de GM est un placement pour investisseurs avertis, prévient le chercheur. Leur valeur à long terme dépendra de sa capacité à s'adapter à la concurrence des autres constructeurs, en particulier ceux des pays émergents comme l'Inde et la Chine, qui feront bientôt leur entrée sur le marché américain.

La multinationale doit aussi imiter Ford, qui a recentré ses activités afin de réduire les coûts de conception et de production des véhicules.

« En ce moment, ça va bien, ça vend bien. Mais, si l'on regarde ce qui se passe chez les autres acteurs, on a tendance à aller plus vite du côté de l'innovation et GM va devoir rattraper la course, explique Yan Cimon. Et ils seront capables de le faire avec ces nouveaux capitaux. »

— Avec Associated Press

COMMUNICATIONS-PUBLICITÉ

De Cossette à Vision7 International

ISABELLE MASSÉ

L'agence de communications Cossette n'est plus simplement Cossette. Un an après son rachat par le fonds américain Mill Road, l'entreprise redevenue privée se restructure pour fonctionner sous deux entités. D'abord, elle fait désormais affaire sous le nom Vision7 International. Et sous celle-ci, on retrouve Cossette et Esprit de Corps Communications.

Du côté de Cossette, presque

tous ses services, comme la publicité, les communications interactives, la commandite, le design, le marketing événementiel, sont désormais unifiés au Canada. Les nommées Blitz, Impact, Identica et Cossette Média ne sont plus. « Nous avons désormais une seule équipe multidisciplinaire avec les bureaux actuels du Canada, explique Claude Lessard, qui devient le président du conseil d'administration et chef de la direction de Vision7.

L'obtention récente des comptes d'Aeroplan et de TELUS (médias) est d'ailleurs liée à cette intégration. Déjà, on a des signes que ce regroupement est une bonne affaire. »

Autre nouvelle, on parle maintenant d'un siège social torontois (dirigé par Brett Marchand), nombre de sièges sociaux des grands annonceurs étant installés dans la Ville reine, a dit Claude Lessard. Un dirigeant pour le bureau montréalais doit néanmoins

être annoncé bientôt « pour s'assurer d'une présence forte au Québec ».

Les propriétés américaines et britanniques de Vision7 ainsi que celles en relations publiques et en achat média canadiennes (soit Dare, MCB, Elvis, Paine PR, Band & Brown, Rocket XL, Jungle Média, Optimum) continueront de faire affaire sous leur nom actuel, mais seront regroupées sous la nouvelle bannière Esprit de Corps. Celle-ci compte deux bureaux,

à Vancouver et à Londres. « Pour accélérer la croissance, il faut deux stratégies d'affaires différentes, soutient Claude Lessard. Cette structure permettra aux marques plus importantes de devenir internationales. »

Grâce à celle-ci, Claude Lessard aspire à une croissance de 5 à 10 % des revenus et du nombre d'employés pour Cossette. Et d'un minimum de 15 % pour les entreprises regroupées sous Esprit de Corps.

Au 30 décembre 2009, Cossette déclarait un chiffre d'affaires de 210 millions de dollars. D'ici deux ans, le président du conseil espère que les activités d'Esprit de Corps représenteront 60 % du chiffre d'affaires de Vision7.

PUBLICITÉ



Les chemins enchantés de la Toscane

TOSCANE, ITALIE

Le paysage de la Toscane semble sorti d'un conte de fées. Collines ondoyantes dessinant une mosaïque de safran, de lavande et de vert aux multiples nuances. Impeccables allées de cyprès. Châteaux et villas rongés par le temps.

Si vous osez le détour, la voiture reste le meilleur moyen d'explorer les villages pittoresques de Montalcino, Montepulciano et San Gimignano, dans les collines toscanes. Bien qu'il soit sage de planifier à l'avance votre itinéraire, sachez que les chemins étroits et tortueux y sont parfois mal indiqués. À un moment où l'autre,

vous ferez probablement fausse route. Mais rassurez-vous, la Toscane est l'un de ces endroits où les détours réservent toujours de belles surprises.

D'ailleurs, ils surviennent assez souvent. Un virage raté marque parfois le début d'une aventure : le sentier poussiéreux d'un vignoble, un pique-nique à l'ombre des oliviers, le chant

des vèpres dans une abbaye retirée, une promenade dans les jardins broussailleux d'un château en ruines. Loin des sentiers battus que proposent les guides touristiques, ces merveilles font partie de ce que vous réserverez des vacances en Toscane : d'inoubliables souvenirs que vous chérez votre vie durant.

NE LAISSEZ PAS LES CAPRICES DU MARCHÉ GÂTER VOTRE PLAISIR.

Vos placements vous inquiètent? Forts de plus de 120 ans dans le secteur de l'assurance, nous offrons une expertise en gestion de placement et de patrimoine qui fait envie aux autres sociétés de fonds communs. Une approche novatrice des placements qui a de quoi vous rassurer. Parlez-en à votre conseiller ou visitez fondscommunsmanuvie.ca



Fonds communs Manuvie

Pour votre avenir^{MC}

Les Fonds Manuvie sont gérés par Fonds communs Manuvie, division de Gestion d'actif Manuvie limitée. Les noms Manuvie et Fonds communs Manuvie, le logo qui les accompagne, le titre d'appel « Pour votre avenir », les quatre cubes et les mots « Solide, Fiable, Sûre, Avant-gardiste » sont des marques de commerce de La Compagnie d'Assurance-Vie Manufacturiers qu'elle et ses sociétés affiliées utilisent sous licence.

LA PRESSE AFFAIRES

Un coup de baguette magique sur La Baie

Ce soir, *La collection II* couronnera deux gagnants. Un designer qui remportera 100 000 \$ et La Baie qui, grâce à cette émission, a changé son image auprès des consommateurs.



ISABELLE MASSÉ
MARKETING-
PUBLICITÉ

Un « magasin à rayons ». Le terme collait de façon plus ou moins flatteuse au grand magasin La Baie depuis 20 ans. L'entreprise n'était plus perçue comme une adresse mode aux yeux de bien des consommateurs. Au Québec, davantage que dans les autres provinces canadiennes. « Ces dernières années, on a transféré à Toronto notre création publicitaire au niveau national, explique Patrick Dickinson, vice-président marketing de La Baie. On l'a adaptée au marché québécois, mais on ne sentait pas qu'on faisait partie de la communauté. »

Pour tenter de renverser la vapeur, La Baie a approché TVA afin de créer une émission un peu à l'image de *Ma maison Rona*. Après quatre ans de réflexion et de conception, La Baie est ainsi devenue le partenaire principal et le quartier général simulé d'une télé-réalité. Animée par Chantal Lacroix, celle-ci met en vedette 10 concurrents confectionnant chaque semaine une création présentée lors d'un défilé et



Animée par Chantal Lacroix (au centre), l'émission *La collection* met en vedette 10 concurrents confectionnant chaque semaine une création présentée lors d'un défilé et soumise à la critique de trois juges. La participation de La Baie lui a permis de redorer son image au Québec.

soumise à la critique de trois juges. « Rapidement, on a dû chercher quel partenaire serait le meilleur pour une telle aventure, raconte Patrick Dickinson. TVA est devenu notre favori à cause de sa position dominante en télédiffusion, de sa plateforme médias et parce que le réseau a prouvé qu'il pouvait mettre sur pied ce genre d'émission. TVA est un expert en intégration de contenus. »

La première saison, en 2009, a obtenu une moyenne d'auditoire de 828 000 téléspectateurs, selon BBM. La finale de ce soir devrait en attirer 1 million. Ce partenariat, qui présente La Baie sous son plus beau profil, a été couronné d'un Grand Prix média d'Infopresse plus tôt cette

année. « TVA a aussi pu vendre de nouvelles commandites pour la deuxième saison », affirme Patrick Dickinson.

Et les ventes en magasin? Le fait que La Baie d'Hudson ne soit plus une entreprise publique depuis son rachat par l'américaine NRDC Equity Partners en 2008 rendent secrets les impacts d'une telle initiative sur l'entreprise. Cela dit, *La collection* était plus un outil pour redorer l'image de La Baie que pour faire sonner les caisses, au dire de Patrick Dickinson. « C'est au Québec où la mode est un véritable mode de vie que l'image de magasin à rayons a le plus affecté La Baie, répète Patrick Dickinson. Mais depuis *La collection I*, les Québécois colent davantage le terme mode

à La Baie que le reste des Canadiens (selon des études internes). »

Les ventes des créations gagnantes (étiquetées de 60 \$

à 130 \$), qui se retrouvent dans les 16 magasins de la province, au lendemain de la diffusion des émissions, n'a de toute façon pas d'impact significatif sur les ventes. « Certaines pièces se vendent mieux que d'autres, dit Patrick Dickinson. Celles plus haute couture sont moins populaires. Cela dit, les ventes sont minces, même quand nous vendons tout. »

C'est davantage par le travail global sur le plancher que par la présentation des créations que La Baie tente de séduire les consommateurs, une fois en magasin. Parallèlement à la mise sur pied de *La collection*, l'entreprise a en effet réduit le nombre de marques achetées à 800, tout en ouvrant ses portes à 200 nouvelles. Un effort a aussi été apporté au design des magasins et au service à la clientèle.

Même si cette opération coûte cher, La Baie espère que TVA mettra en ondes une troisième saison de *La collection*. « C'est notre plus gros projet de commandite au Canada, affirme Patrick Dickinson. Un tel partenariat est compliqué, car il réunit deux organisations complexes, mobilise énormément de ressources humaines et demande beaucoup de coordinations. Mais les résultats sont très bons. »

LES PARTENAIRES DE LA COLLECTION

Pour couvrir de cadeaux ses participants et pour arriver à mettre sur pied une émission *glamour*, outre l'évident partenariat avec La Baie (grand prix de 100 000 \$, lieu d'exposition des créations gagnantes, fournisseurs d'articles mode), TVA a pu compter sur huit autres partenaires pour les huit épisodes de *La collection II*. Il s'agit de Garnier Nutrisse Cream (colorant des cheveux de l'animatrice Chantal Lacroix), l'hôtel Westin (lieu de résidence des participants), la Carte MasterCard HBC (cadeaux en argent d'une valeur de 20 000 \$), Maybelline New York (maquilleur officiel lors des défilés), Club Tissus (fournisseur des tissus aux participants), Pénélope Machine à coudre (fournisseur de machines et cadeaux), Avec Plaisirs (traiteur de l'émission) et BMW Canbec (deux voitures en cadeaux pour un an).

LINCOLN
L'UNIQUE
ÉVÈNEMENT
LOCATION



HYBRID
CES OFFRES SONT AUSSI APPLICABLES
AU MODÈLE MKZ HYBRIDE 2011

LUXE À LA HAUSSE.
TAUX À LA BAISSÉ.

Soyez le premier à faire l'expérience des étonnantes caractéristiques de pointe de la Lincoln MKZ 2011. Transformez votre véhicule en zone mobile d'accès sans fil grâce au dispositif MyLincoln Touch^{MC2}.

| VÉHICULE | CONDITIONS DE LOCATION* | ACOMPTÉ | MENSUALITÉ* |
|----------------------------------|-------------------------|----------|-------------|
| MKS 2011 | 0% / 48 mois | 3 995 \$ | 599 \$ |
| MKX 2011 à traction intégrale | 0% / 48 mois | 3 995 \$ | 627 \$ |
| MKT 2011 à traction intégrale | 0% / 48 mois | 3 995 \$ | 679 \$ |

FRAIS DE TRANSPORT ET TAXE SUR L'AIR CLIMATISÉ INCLUS.

LINCOLN MKZ 2011

CARACTÉRISTIQUES DE LUXE :

- MOTEUR Ti-VCT DE 3,7 L
- TECHNOLOGIE MYLINCOLN TOUCH²
- ÉCRAN TACTILE ACL DE 8 PO
- SYSTÈME D'INFORMATION SUR LES ANGLES MORTS LIVRABLE¹

LOUEZ POUR **479 \$***/MOIS | TAUX DE FINANCEMENT À LA LOCATION DE **0 %** | TERME DE **48 MOIS**
ACOMPTÉ DE 3 995 \$ | FRAIS DE TRANSPORT ET TAXE SUR L'AIR CLIMATISÉ INCLUS.

OU PROFITEZ D'UN TAUX DE FINANCEMENT À L'ACHAT DE **0 %** JUSQU'À 48 MOIS¹, POUR LA PLUPART DES MODÈLES 2011.



JANTES REPRÉSENTÉES OFFERTES EN OPTION.

RENDEZ-VOUS CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE LINCOLN DÈS AUJOURD'HUI OU CONSULTEZ LINCOLNCANADA.COM.



BEAUCE AUTO (2000)
418 774-9801
BEAUCEVILLE-EST

ALBI FORD
LINCOLN JOLIETTE
450 759-7750
JOLIETTE

FORD LINCOLN
GABRIEL
514 487-7777
MONTREAL

OSTIGUY FORD
450 658-1717
RICHELIEU

VAL ESTRIE
FORD LINCOLN
819 563-4466
SHERBROOKE

MORAND FORD
LINCOLN
450 436-2264
SAINTE-CATHERINE

BARIL
FORD LINCOLN
450 773-7070
SAINT-HYACINTHE

DES LAURENTIDES
FORD
450 436-2264
SAINT-JÉRÔME

AUTO RÉJEAN
LAPORTE & FILS
450 836-3783
SAINT-NORBERT

TROIS-RIVIÈRES FORD
LINCOLN
819 370-3315
TROIS-RIVIÈRES

HARDY RINGUETTE
AUTOMOBILES
819 874-5151
VAL D'OR

DUPORTAGE FORD
819 778-2751
GATINEAU (HULL)

DESJARDINS AUTO
COLLECTION
418 683-4451
QUÉBEC

DERAGON AUTO CITÉ
450 266-0101
COWANSVILLE

MONTMERCY FORD
LINCOLN
1 866 781-5986
BROSSARD

440 FORD LINCOLN
450 688-9200
LAVAL

LE CIRCUIT
FORD LINCOLN
514 325-4700
MONTREAL

Louez un MKZ à traction avant / MKS à traction avant / MKX à traction intégrale / MKT à traction intégrale 2011 d'une valeur de 39 950 \$ / 48 950 \$ / 48 050 \$ / 51 500 \$.

Ces offres sont disponibles chez les concessionnaires participants seulement. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Des commandes à l'usine peuvent être nécessaires. Ces offres sont d'une durée limitée et peuvent être annulées en tout temps sans préavis. Voyez votre concessionnaire participant pour tous les détails. * Cette offre est en vigueur du 1^{er} octobre 2010 au 31 janvier 2011 (la « période du programme »). Obtenez un taux d'intérêt annuel de 0 % pour la location d'un véhicule Lincoln 2011 neuf parmi les modèles suivants : MKS, MKZ, MKX et MKT, pour un terme maximal de 48 mois et sur approbation du crédit par Crédit Ford. Certains clients pourraient ne pas être admissibles au taux d'intérêt annuel le plus bas (des paiements additionnels seront requis). Louez un MKZ à traction avant / MKS à traction avant / MKX à traction intégrale / MKT à traction intégrale 2011 pour 39 950 \$ / 48 950 \$ / 48 050 \$ / 51 500 \$ et au taux d'intérêt annuel de 0 % pour un terme de 48 mois, la mensualité exigible sera de 22 992 \$ / 28 752 \$ / 25 269 \$ / 32 592 \$ et une valeur de rachat optionnelle de 12 784 \$ / 16 154 \$ / 18 740 \$ / 14 935 \$. Les frais de location sont de 0 \$ ou 0 %. Cet exemple est établi en fonction d'une transaction sans reprise et sans acompte. Les taxes sont exigibles sur le montant total du prix de financement à la location, après déduction de tout ajustement de prix. Certaines conditions et une limite de 80 000 km sur une période de 48 mois s'appliquent. Un coût de 0,16 \$ par kilomètre s'applique au-delà de la limite permise, en plus des taxes exigibles. ** Cette offre est en vigueur du 1^{er} octobre 2010 au 31 janvier 2011 (la « période du programme »). Obtenez un taux d'intérêt annuel de 0 % pour le financement à l'achat de tout véhicule Lincoln 2011 neuf parmi les modèles suivants : MKZ, MKS, MKX et MKT, pour un terme maximal de 48 mois. Cette offre s'adresse à des particuliers admissibles uniquement, sur approbation du crédit par Crédit Ford. Certains acheteurs pourraient ne pas être admissibles au taux d'intérêt annuel le plus bas. Par exemple, pour un financement à l'achat de 40 000 \$ au taux d'intérêt annuel de 0 %, pour un terme de 48 mois, la mensualité exigible est de 833,33 \$, le coût d'emprunt est de 0 \$ ou le taux d'intérêt annuel est de 0 %, pour une somme totale remboursable de 40 000 \$. Un acompte sur les offres de financement à l'achat pourrait être exigé en fonction de l'approbation du crédit. Les taxes sont exigibles sur le montant total du prix à l'achat. * Certains téléphones cellulaires ou lecteurs multimédia peuvent ne pas être entièrement compatibles – consultez www.syncmaroute.com pour obtenir la liste des téléphones cellulaires, lecteurs multimédia et fonctions compatibles. La distraction du conducteur peut occasionner la perte de maîtrise du véhicule, des accidents et des blessures. Ford recommande aux conducteurs de faire preuve de prudence lorsqu'ils utilisent les téléphones cellulaires, même ceux dotés de la commande vocale. N'utilisez les téléphones cellulaires et autres appareils non essentiels à la conduite, même ceux dotés de la commande vocale, que lorsque les conditions sont sécuritaires. SYNC est offert de série pour certains véhicules Lincoln neufs. Certaines fonctions nécessitent des appareils portables compatibles. † Le système d'information sur les angles morts avec alerte de trafic transversal n'est qu'un système d'alerte. Vous devez toujours prêter attention aux véhicules se trouvant devant votre véhicule, derrière et sur les côtés. Lorsque vous changez de voie ou faites marche arrière, utilisez toujours votre clignotant et assurez-vous que vous pouvez effectuer la manœuvre en toute sécurité.

ASSASSIN'S CREED

Ubisoft répartit le travail hors de Montréal

VINCENT BROUSSEAU-POULIOT

La franchise de jeux vidéo *Assassin's Creed* a fait la renommée internationale du studio montréalais d'Ubisoft. Mais *Assassin's Creed* n'est plus la chasse gardée d'Ubisoft Montréal, qui pourrait devoir partager davantage sa franchise-vedette avec d'autres studios du groupe pour lancer les prochains jeux plus rapidement.

Ubisoft a lancé hier le troisième opus d'*Assassin's Creed*, produit en grande majorité à son studio de 2100 employés

à Montréal mais aussi dans trois autres studios du groupe (Québec, Singapour et Annecy en France). Le premier opus a été conçu entièrement à Montréal (le plus important studio du groupe), le deuxième, à Montréal et Singapour. L'entreprise française n'a pas voulu dévoiler le pourcentage du travail effectué à Montréal sur *Assassin's Creed Brotherhood*, mais son PDG Yves Guillemot a vanté la collaboration entre les quatre studios. « Le mélange entre le studio directeur (Montréal) et les studios associés a donné lieu à une

plus grande efficacité », a-t-il dit lundi lors d'une téléconférence avec des analystes financiers.

« La collaboration entre les studios va permettre d'en faire plus, mais ça ne veut pas dire qu'on en fera moins à Montréal, dit Yannis Mallat, PDG de Ubisoft Montréal. La collaboration inter-studios est très saine pour la croissance du groupe. Quand de nouvelles équipes qui ne se connaissent pas travaillent ensemble, ça donne lieu à de nouvelles manières de penser. Ubisoft, c'est un groupe international. On a tout à gagner à col-

laborer entre studios, mais ce n'est pas pour en faire moins à Montréal. »

La collaboration entre les différents studios risque d'être encore plus étroite si Ubisoft lance un autre opus d'*Assassin's Creed* à l'automne 2011. L'éditeur français de jeux vidéo n'a pas encore pris de décision. Pour l'analyste financier Mike Hickey, de la firme Janco Partners au Colorado, la question ne se pose même pas. « Je ne vois pas comment Ubisoft pourra maintenir ses ventes l'an prochain sans sortir un autre jeu de la série

Assassin's Creed, dit Mike Hickey. Sa rentabilité est trop dépendante du succès de cette franchise. Il ne semble pas y avoir un marché suffisant pour des franchises moins importantes comme *Splinter Cell* et *Prince of Persia*. »

Assassin's Creed Brotherhood pourrait devenir le jeu vidéo le plus lucratif de l'histoire d'Ubisoft, un titre actuellement détenu par *Assassin's Creed II* et ses 10 millions de jeux vendus. Les préventes nord-américaines d'*Assassin's Creed Brotherhood* ont dépassé de 25 % de celles d'*Assassin's Creed II*.

Ubisoft a dépensé 75 millions d'euros afin de réaliser les trois opus de la franchise *Assassin's Creed*, soit une moyenne de 25 millions d'euros par jeu (34 millions US au taux de change actuel).

Pour le revenu, tournez ici...

Les solutions de Fidelity en matière de revenu s'appuient sur 60 années d'expérience, un large réseau de recherche international et des connaissances approfondies au sujet de chaque placement que nous sélectionnons.

Lipper et Morningstar, deux sociétés canadiennes de premier rang en recherche sur les placements, ont toutes deux récompensé le rendement obtenu par ces solutions.



Fonds Fidelity Dividendes

Cote générale de Morningstar^{MC}

Fonds Fidelity Dividendes Plus

(anciennement Fonds Fidelity Fiducies de revenu)

Cote générale de Morningstar^{MC}

Fonds Fidelity Revenu mensuel

Cote générale de Morningstar^{MC}

Fonds Fidelity Répartition de revenu

(anciennement Fonds Fidelity Revenu mensuel élevé)

Cote générale de Morningstar^{MC}

Fonds Fidelity Obligations de sociétés



Catégorie Fidelity Obligations de société à rendement en capital (pour une efficacité fiscale supérieure)

POUR EN SAVOIR D'AVANTAGE, ADRESSEZ-VOUS À VOTRE CONSEILLER EN PLACEMENTS



Veuillez lire le prospectus d'un fonds et consulter votre conseiller en placements avant d'investir. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis; leur valeur est appelée à fluctuer fréquemment et le rendement passé pourrait ou non être reproduit. Les investisseurs verseront des frais de gestion et des charges et pourraient devoir payer des commissions ou des frais de maintien. De plus, ils pourraient réaliser un profit ou subir une perte. Les données de rendement standard au 31 octobre 2010 (série B) sont les suivantes : Fonds Fidelity Dividendes : 1 an, 16,0 %; 3 ans, 2,2 %; 5 ans, 7,7 %; depuis la création (mai 2005), 8,8 %; Fonds Fidelity Dividendes Plus : 1 an, 29,3 %; 3 ans, 9,4 %; 5 ans, 12,4 %; depuis la création (mai 2005), 13,6 %; Fonds Fidelity Revenu mensuel : 1 an, 15,6 %; 3 ans, 3,9 %; 5 ans, 7,3 %; depuis la création (novembre 2003), 8,3 %; Fonds Fidelity Répartition de revenu : 1 an, 19,0 %; 3 ans, 5,8 %; 5 ans, 9,4 %; depuis la création (mai 2005), 10,2 %.

Les Prix Lipper sont décernés aux fonds offrant les meilleurs rendements ajustés au risque pour les périodes mentionnées terminées le 31 décembre 2009 (série A) comme suit : Le Fonds Fidelity Dividendes a été jugé meilleur fonds d'actions canadiennes de revenu sur 3 ans. Le Fonds Fidelity Dividendes Plus (anciennement le Fonds Fidelity Fiducies de revenu) a été jugé meilleur fonds canadien de fiducies de revenu sur des périodes de un et trois ans. Le Fonds Fidelity Revenu mensuel a été jugé meilleur fonds équilibré canadien neutre sur une période de cinq ans. Le Fonds Fidelity Répartition de revenu (anciennement le Fonds Fidelity Revenu mensuel élevé) a été jugé meilleur fonds équilibré canadien d'actions sur trois ans. Même si Lipper déploie des efforts raisonnables en vue d'assurer l'exactitude et la fiabilité des données aux présentes, celles-ci ne sont pas garanties par Lipper. Les utilisateurs reconnaissent qu'ils ne se sont pas liés à toute garantie, condition ou représentation faite par Lipper et l'utilisation des données aux fins d'analyse, de gestion ou de négociation d'instruments financiers est au risque de l'utilisateur. La présente n'est pas une offre d'achat ou de vente de titres. Lipper Inc. est une société de Thomson Reuters. Les Cotes Morningstar reflètent les rendements au 31 octobre 2010 et peuvent changer d'un mois à l'autre. Les cotes sont calculées à partir des rendements du fonds ajustés au risque sur 3, 5 et 10 ans comparativement aux rendements des bons du Trésor à 91 jours et aux fonds de sa catégorie. Les fonds qui se retrouvent parmi les meilleurs 10 % de leur catégorie reçoivent 5 étoiles. La cote générale est tirée d'une combinaison pondérée des cotes sur 3, 5 et 10 ans. La catégorie Morningstar, les cotes étoiles et le nombre de fonds dans chaque catégorie pour les périodes standards sont les suivantes : Fonds Fidelity Dividendes Plus : catégorie Morningstar Fiducies de revenu canadiennes; 3 ans, 4 étoiles (30 fonds); 5 ans, 5 étoiles (18 fonds); date de création : mai 2005. Fonds Fidelity Dividendes : catégorie Morningstar Actions canadiennes de revenu; 3 ans, 5 étoiles (191 fonds); 5 ans, 5 étoiles (82 fonds); date de création : mai 2005. Fonds Fidelity Revenu mensuel : catégorie Morningstar Équilibrés canadiens neutres; 3 ans, 4 étoiles (300 fonds); 5 ans, 5 étoiles (146 fonds); date de création : novembre 2003. Fonds Fidelity Répartition de revenu : catégorie Morningstar Équilibrés canadiens d'actions; 3 ans, 5 étoiles (174 fonds); 5 ans, 5 étoiles (101 fonds); date de création : mai 2005.

©2010 Morningstar Research Inc. Tous droits réservés. Pour tout complément d'information, rendez-vous sur le site www.morningstar.ca. Les renseignements contenus aux présentes : 1) sont la propriété de Morningstar ou de ses fournisseurs d'information; 2) ne peuvent pas être copiés ni distribués; 3) ne sont pas garantis comme étant exacts, complets ou à jour. Ni Morningstar, ni ses fournisseurs d'information ne sont responsables de quelque dommage ou perte que ce soit, consécutif à l'utilisation de ces renseignements. Les rendements passés ne garantissent pas les résultats futurs Fidelity Investments est une marque déposée de FMR LLC. Les marques de commerce de tierces parties appartiennent à leurs propriétaires respectifs. © 2010. 562454.4.0

LA PRESSE AFFAIRES

ÉTATS-UNIS

Une mission plus étroite pour la Fed?

Des républicains veulent retirer la lutte contre le chômage à la banque centrale

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — Deux parlementaires des États-Unis, les républicains Robert Corker et Mike Pence, se sont prononcés hier en faveur d'une mission plus étroite pour la banque centrale (Fed), à qui ils veulent retirer la lutte contre le chômage pour qu'elle se concentre sur les prix.

M. Pence a annoncé dans un communiqué qu'il allait déposer aujourd'hui à la Chambre des représentants une proposition de loi «demandant à la Réserve fédérale de se concentrer uniquement sur l'inflation».

Depuis 1977, la loi qui porte sur les statuts à la Fed prévoit que sa politique monétaire doit «favoriser efficacement les buts d'un niveau maximal d'emploi, de prix stables, et de taux d'intérêt à long terme modérés».

Mais d'après M. Pence, élu de l'Indiana, «la double mission de la Fed est un échec», au vu du niveau élevé auquel se maintient le taux de chômage.

Il a été soutenu par un membre de la commission bancaire du Sénat, M. Corker. «Donner à notre banque centrale un objectif clair et explicite concentré sur le maintien d'une inflation faible servira mieux l'Amérique que la définition plus large de sa mission que nous avons aujourd'hui», a-t-il affirmé dans un communiqué.

Depuis la victoire de leur parti aux élections législatives

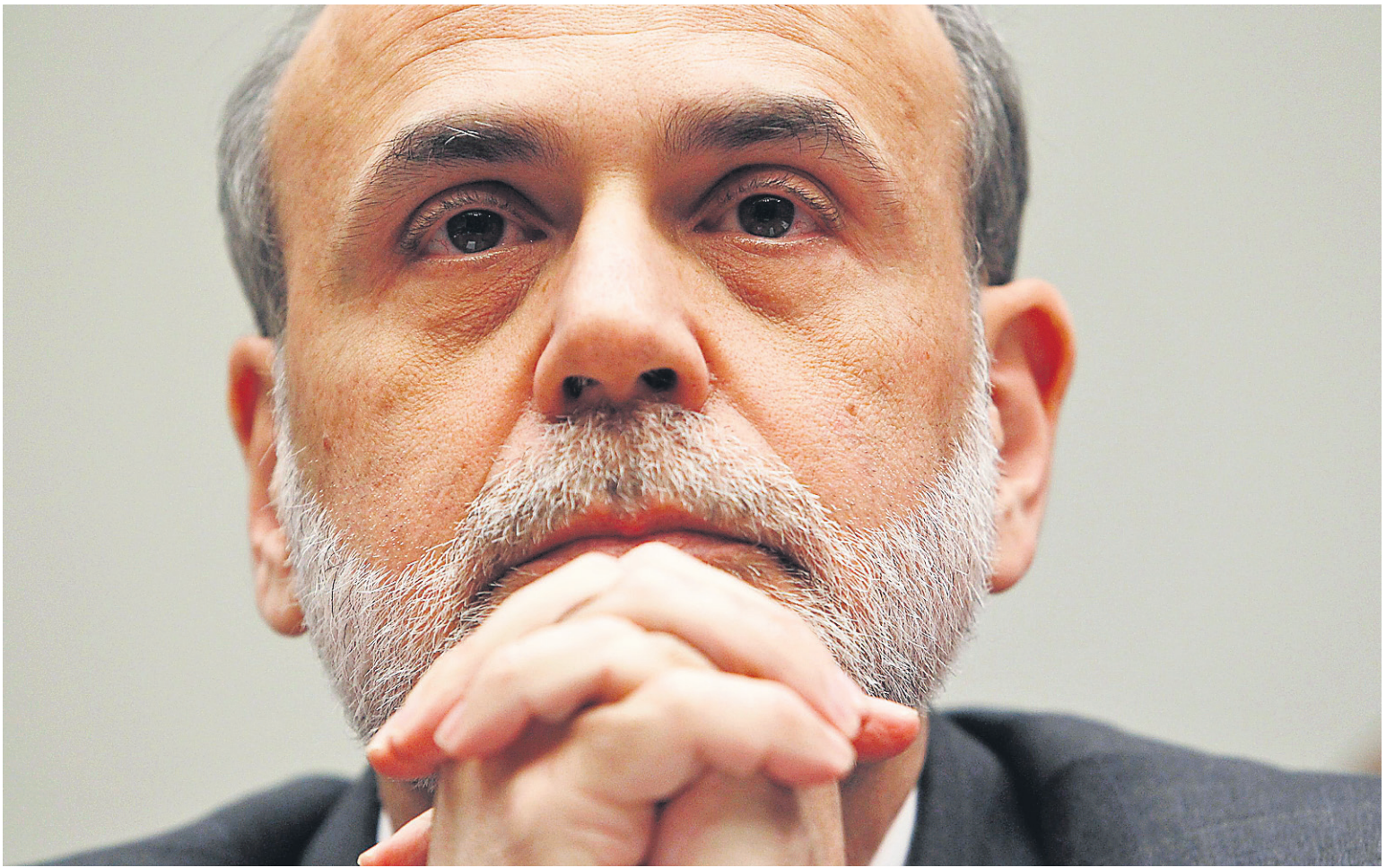


PHOTO KEVIN LAMARQUE, ARCHIVES REUTERS

Un parlementaire républicain a annoncé dans un communiqué qu'il allait déposer aujourd'hui à la Chambre des représentants une proposition de loi «demandant à la Réserve fédérale de se concentrer uniquement sur l'inflation». Sur notre photo, le président de la Fed, Ben Bernanke.

le 2 novembre et la décision de la Fed le lendemain de réinjecter des liquidités dans l'économie, plusieurs parlementaires républicains ont laissé entendre qu'ils étaient

inquiets des conséquences de la politique de la Fed sur l'inflation.

M. Corker a affirmé qu'il avait pris cette décision «à la suite d'une longue discus-

sion» avec le président de la Fed la veille, dont il serait sorti convaincu de proposer ce changement législatif.

Ce sénateur fut l'un des principaux négociateurs répu-

blicains de la loi de réforme de la régulation financière promulguée en juillet. Après avoir cherché à parvenir à un accord avec la majorité, il a fini par voter contre ce texte.

Washington fait face à une «énorme» menace de cyberattaques

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — La menace contre les réseaux informatiques aux États-Unis, déjà «considérable», sera «énorme» à l'avenir et doit être à la fois gérée par les militaires et les agences civiles, a estimé hier le secrétaire américain à la Défense Robert Gates.

«Il y aura une énorme menace à l'avenir et il y a actuellement une menace considérable. Et c'est simplement la réalité à laquelle nous devons faire face», a affirmé le chef du Pentagone, interrogé sur la menace pour les réseaux informatiques lors d'une

conférence organisée par le *Wall Street Journal*.

Le Pentagone a renforcé la sécurité informatique des réseaux militaires et espère faire de même pour les industriels de la défense, a-t-il ajouté.

Les moyens pour lutter contre les attaques cybernétiques sont concentrés dans les mains des militaires et de la très secrète Agence de sécurité nationale (NSA), ce qui soulève des questions d'ordre juridique quant au respect des libertés et à la vie privée, a concédé le ministre.

«La seule défense dont les États-Unis disposent dans le monde virtuel est la NSA.

Nous ne pouvons la reproduire pour les affaires intérieures», notamment faute de temps et d'argent, a-t-il argué.

Le Pentagone et le département de la Sécurité intérieure américain ont conclu en octobre un accord visant à améliorer la protection des réseaux informatiques qui clarifie les rôles de chacun et permet de créer des passerelles entre la NSA, qui dépend du Pentagone, et le département de la Sécurité intérieure.

Il prévoit notamment que des responsables de la Sécurité intérieure puissent demander à la NSA d'intervenir pour protéger les réseaux civils.

La production industrielle se stabilise

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — La production industrielle américaine s'est stabilisée en octobre après sa baisse de 0,2% en septembre, a indiqué hier la banque centrale des États-Unis (Fed).

Par rapport au mois précédent, la production des industries du pays est restée stable sur ce mois, selon les données corrigées des variations saisonnières publiées par la Fed.

Les analystes attendaient une hausse de la production de 0,3%, selon leur prévision médiane.

La production industrielle aurait été plus forte sans un recul de la production d'éner-

gie de 3,4% due à une baisse de la demande de chauffage. Les températures ont été inhabituellement clémentes pour octobre, a précisé la Fed.

La production manufacturière, moteur de la reprise économique américaine, a progressé de 0,5% sur un mois, après une hausse de 0,1% en septembre (la Fed ayant revu son estimation initiale qui avait fait état d'une baisse de 0,2%).

La production des mines a reculé de son côté de 0,1% après une hausse d'autant en septembre.

En glissement annuel, la production industrielle américaine affichait une hausse de 5,3% en octobre.

3 régimes de retraite pour les PME

1 REER
REER collectif

2 RPDB
Régime de participation différée aux bénéfices

3 RRS
Régime de retraite simplifié

Mettez-vous aux régimes! | rrq.gouv.qc.ca/pme

Régie des rentes
Québec

LA PRESSE AFFAIRES CRISE EN IRLANDE

BANQUES IRLANDAISES

La zone euro planche sur une aide

SOPHIE LAUBIE
AGENCE FRANCE-PRESSE

BRUXELLES — Les ministres des Finances de la zone euro se sont retrouvés hier à Bruxelles pour discuter d'un projet d'aide aux banques irlandaises en pleine tourmente afin d'éviter une contagion à haut risque, six mois après la crise grecque qui avait fait vaciller l'Union monétaire.

«La Commission travaille de concert avec la BCE (Banque centrale européenne) et le FMI (Fonds monétaire international) et bien entendu les autorités irlandaises en vue de résoudre les graves problèmes du secteur bancaire irlandais», a déclaré le commissaire européen aux Affaires économiques, Olli Rehn, en arrivant à la réunion des ministres des Finances.

«Je m'attends à ce que l'Eurogroupe soutienne ce projet», a-t-il ajouté.

La réunion intervient dans un contexte très sensible.

La situation des banques irlandaises et l'ampleur du déficit public national suscitent des inquiétudes grandissantes sur les marchés financiers.

Résultat: les taux d'intérêt des emprunts d'État irlandais grimpent, faisant craindre un effet de contagion au reste de l'Union monétaire.

«Nous devons tous travailler de concert afin de permettre à la zone euro de survivre», n'a pas hésité à dire hier le président de l'UE, Herman Van Rompuy, sans faire toutefois directement référence à la situation irlandaise.

Quant au secrétaire au Trésor américain Timothy Geithner, il a estimé qu'il était «tout à fait dans les possibilités de l'Europe de gérer» cette crise, ajoutant qu'elle avait à présent les outils pour agir «très vite».

Toutefois, le gouvernement irlandais refuse pour le moment une aide de grande ampleur, car il estime avoir de quoi se refinancer pour ses déficits.

Le premier ministre irlandais,

Brian Cowen, a réaffirmé de son côté à Dublin que son pays n'avait «déposé aucune demande en vue d'une aide extérieure», mais «discutait» avec ses partenaires européens des moyens de «ramener la stabilité» sur les marchés.

La Banque centrale européenne pousse pour un plan d'action rapide pour l'Irlande, car elle redoute de graves répercussions sur le marché des emprunts d'État, selon des sources diplomatiques.

Les inquiétudes sont par ailleurs vives concernant une possible contagion de la crise irlandaise à des pays comme le Portugal, la Grèce ou l'Espagne, dont les taux d'emprunt à long terme ont également flambé la semaine dernière.

Le ministre portugais des Finances, Fernando Teixeira dos Santos, a parlé d'un risque «élevé» que son pays doive aussi faire appel à l'aide de l'Europe. «Nous ne faisons pas face au problème d'un seul pays», a-t-il dit.



PHOTO STRINGER, ARCHIVES AGENCE FRANCE-PRESSE

Le premier ministre irlandais, Brian Cowen, a réaffirmé à Dublin que son pays n'avait «déposé aucune demande en vue d'une aide extérieure», mais «discutait» avec ses partenaires européens des moyens de «ramener la stabilité» sur les marchés.

Des choix douloureux, estiment d'ex-ministres québécois

CRISE

suite de la page 1

«Ça ne doit pas être drôle d'être ministre des Finances en Irlande, confie Monique Jérôme-Forget, qui a été la grande argentière du gouvernement Charest de 2007 à 2009. Il ne doit pas dormir beaucoup la nuit.»

Lorsque la débâcle des PCAA (papiers commerciaux adossés à des actifs) a provoqué une crise des liquidités au Québec, en 2007, M^{me} Jérôme-Forget a pris l'habitude de rencontrer les hauts dirigeants du secteur financier chaque semaine afin de discuter des gestes à faire. L'objectif était de dénouer la crise pour éviter qu'elle ne dégénère.

En Irlande, on est bien au-delà de cette phase, convient M^{me} Jérôme-Forget. Selon elle, la crise a atteint une telle ampleur que le ministre des Finances de l'Irlande doit maintenant discuter avec ses homologues européens pour éviter que d'autres pays soient entraînés dans son sillage.

En septembre 2008, le gouvernement irlandais s'est porté garant des dépôts et de presque tous les titres de dette des banques. Comme celles-ci avaient multiplié les prêts douteux, l'État se retrouve maintenant avec un déficit qui atteint 32 % du produit intérieur brut (PIB). En guise de comparaison, le déficit annoncé par Ottawa dans son dernier budget équivaut à un peu plus de 3,5 % du PIB.

Dans ces circonstances, tous les emprunts du gouvernement sont frappés de taux d'intérêt plus élevés. Résultat: les services à la population comme la santé et l'éducation coûtent toujours plus cher. Et le déficit ne fait qu'augmenter.

Ce cycle, Bernard Landry le connaît bien. Il était ministre du Développement économique sous René Lévesque pendant la récession de 1981-1982. Le gouvernement s'est alors retrouvé face à une impasse budgétaire de 700 millions de dollars, tandis que le taux de chômage doublait et les taux d'intérêt hypothécaires dépassaient 20 %.

Craignant de voir la cote de crédit du Québec revue à la baisse, le ministre des Finances de l'époque, Jacques Parizeau, a été forcé de réduire les salaires des fonctionnaires de 21 % pour les trois premiers mois de 1983.

À cette époque, relate M. Landry, le gouvernement a multiplié les mesures pour stimuler l'économie. Mais, contrairement à l'Irlande, qui a consenti de généreux crédits d'impôt aux entreprises, il n'a jamais été question de priver l'État de revenus fiscaux.

«On a fait un activisme assez prudent parce que ça n'a pas diminué de façon permanente les revenus de l'État», explique-t-il.

Selon lui, le gouvernement irlandais devra adopter une approche similaire à celle du gouvernement de Lucien Bouchard, dont il était minis-

tre des Finances, pour éliminer le déficit dans les années 90. Il estime qu'un sommet qui réunit le gouvernement, le patronat et les syndicats permettra à tous les acteurs de l'économie d'aborder le problème de front.

«Dans un pays de cette échelle, la concertation est beaucoup plus facile: tout le monde se connaît, explique-t-il. Au Québec, tu réunis tout le monde autour de la table et tout le monde se tutoie.»

«Pas de solution facile», dit Audet

Malgré tout, l'Irlande devra prendre des décisions douloureuses pour éliminer son déficit et restaurer la confiance des marchés à son égard, affirme Michel Audet, qui a été ministre des Finances de Jean Charest de 2005 à 2007. «S'il y avait une solution facile, ça fait longtemps qu'ils l'auraient trouvée», résume-t-il.

La population irlandaise n'échappera pas à un régime d'austérité comme ceux qu'ont été forcés d'adopter la Grèce et l'Argentine, selon lui. Plus d'impôts, moins de services, le gouvernement n'a d'autre choix que d'augmenter ses revenus et de baisser ses dépenses. L'exemple de l'Irlande, dit-il, devrait d'ailleurs servir de leçon pour tous les autres pays.

«C'est une façon de préserver un système social que d'avoir des finances publiques saines.»

La dette irlandaise au cœur de la crise

ASSOCIATED PRESS

BRUXELLES — Tant Dublin que Lisbonne ne cessent de répéter qu'ils n'ont pas besoin d'être secourus comme la Grèce l'a été au printemps dernier, mais l'inquiétude va croissant, en parallèle au creusement de leurs déficits publics.

La semaine dernière, le taux d'intérêt des obligations d'État irlandaises à 10 ans a frôlé les 9 %, du jamais vu depuis la création de l'euro. Cela signifie que les investisseurs craignent que Dublin ne parvienne pas à rembourser ses dettes, mais

aussi que la prochaine fois que le gouvernement irlandais aura besoin d'emprunter, le coût sera prohibitif.

En mai dernier, la Grèce avait obtenu un prêt de sauvetage de 110 milliards d'euros de ses partenaires de l'eurozone et du FMI (Fonds monétaire international).

La semaine dernière, l'Irlande a annoncé un plan de 6 milliards d'euros d'économies en 2011. Au lieu de rassurer les investisseurs sur sa volonté de se désendetter, elle n'a, semble-t-il, fait qu'attiser leurs craintes.

Mercedes-Benz
CERTIFIÉ0,9%*
pour 24 mois

Profitez de 3 mensualités gratuites*.

Parce que vous le méritez bien.



Classe B

| | | | | | |
|-------|------|--------|-------|-----------|----------|
| B200 | 2007 | argent | M0316 | 58 232 km | 19 999\$ |
| B200 | 2008 | noir | M0364 | 55 387 km | 21 999\$ |
| B200 | 2009 | bleu | 9020 | 32 315 km | 23 999\$ |
| B200 | 2010 | noir | A0078 | 17 716 km | 27 999\$ |
| B200t | 2009 | noir | 9242 | 21 814 km | 27 999\$ |
| B200 | 2010 | argent | A0085 | 14 899 km | 29 999\$ |

+ 15 véhicules démonstrateurs en inventaire

Classe C

| | | | | | | |
|------|-----------------|------|--------|--------|-----------|----------|
| C240 | 4-matic wagon | 2005 | argent | M0292 | 75 643 km | 19 999\$ |
| C280 | 4-matic berline | 2007 | étain | M0121 | 69 925 km | 25 999\$ |
| C230 | 4-matic berline | 2008 | gris | A0425A | 60 801 km | 33 999\$ |
| C230 | 4-matic berline | 2008 | blanc | M0272 | 55 579 km | 33 999\$ |
| C300 | 4-matic berline | 2008 | blanc | B0150A | 41 170 km | 36 999\$ |
| C300 | 4-matic berline | 2008 | argent | M0390 | 33 456 km | 37 000\$ |

Classe GLK

2 véhicules démonstrateurs en inventaire

Classe CLK

| | | | | | | |
|--------|-----------|------|--------|-------|-----------|----------|
| CLK350 | cabriolet | 2006 | argent | M0332 | 66 717 km | 35 999\$ |
|--------|-----------|------|--------|-------|-----------|----------|

Classe E

| | | | | | | |
|------|-----------------|------|--------|-------|------------|----------|
| E500 | 4-matic berline | 2004 | argent | M0233 | 129 252 km | 19 999\$ |
| E320 | 4-matic berline | 2005 | beige | M0207 | 80 118 km | 24 999\$ |
| E55 | AMG berline | 2004 | rouge | M0276 | 131 852 km | 27 999\$ |
| E350 | 4-matic berline | 2007 | noir | M0328 | 62 881 km | 35 999\$ |

Classe GL

| | | | | | | |
|-------|-------------|------|--------|-------|-----------|----------|
| GL450 | 4-matic SUV | 2007 | argent | M0167 | 62 321 km | 46 999\$ |
|-------|-------------|------|--------|-------|-----------|----------|

Classe ML

| | | | | | | |
|-----------|-------------|------|-------|-------|-----------|----------|
| ML350 | 4-matic SUV | 2007 | étain | M0167 | 60 281 km | 39 999\$ |
| ML320 cdi | 4-matic SUV | 2008 | étain | M0356 | 64 681 km | 46 999\$ |

Classe S

| | | | | | | |
|------|-----------------|------|------|-------|-----------|----------|
| S450 | 4-matic berline | 2009 | noir | M0289 | 24 777 km | 79 999\$ |
|------|-----------------|------|------|-------|-----------|----------|

Classe SL

| | | | | | | |
|-------|---------------|------|--------|-------|-----------|----------|
| SL500 | cabriolet | 2004 | noir | M0241 | 64 995 km | 46 999\$ |
| SL550 | cabriolet | 2007 | argent | M0238 | 32 567 km | 74 999\$ |
| SL55 | AMG cabriolet | 2007 | noir | M0309 | 35 898 km | 84 999\$ |

DUVAL
MERCEDES-BENZ
DUVALMERCEDESBEZ.CA1.855.DUVALMB
450.449.0222
1530, rue Ampère, BOUCHERVILLE

© Mercedes-Benz Canada Inc., 2010. * Financement à 0,9 % disponible uniquement par l'intermédiaire des Services financiers Mercedes-Benz sur approbation du crédit, pendant une durée limitée pour une période de financement de 24 mois sur les modèles 2006 à 2009 (ayant moins de 120 000 km). Exemple de financement basé sur un modèle 2006 : 20 000 \$ à un taux d'intérêt de 0,9 % par an correspondent à 841,42 \$ par mois pendant 24 mois. Le coût de l'emprunt est de 194,08 \$ pour un total de 20 194 \$. Un acompte peut être requis. Les trois premières mensualités sont supprimées (jusqu'à un maximum de 500 \$) dans le cadre des programmes de financement et cette offre s'applique aux modèles 2006 à 2009 de Classe B, de Classe C, de Classe E et de Classe ML. Frais d'immatriculation, d'enregistrement et d'assurance ainsi que taxes et frais du RDPRM en sus. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Cette offre peut changer sans préavis et ne peut être jumelée à une autre offre. Voyez votre concessionnaire Mercedes-Benz autorisé pour les détails ou communiquez avec le Service à la clientèle de Mercedes-Benz au 1 800 387-0100. L'offre prend fin le 30 novembre 2010.

MBA
DU QUÉBEC

Les

midis-conférences

FASKEN
MARTINEAUde l'Association des
MBA du QuébecLe leadership dans un monde
en perturbation

M. Luc Beauregard

Président exécutif du conseil d'administration
de RES PUBLICA, société-mère du Cabinet
de relations publiques NATIONAL et de Cohn & WolfeLe mercredi 1er décembre 2010 à 11h45
Hôtel Omni Mont-Royal
1050, rue Sherbrooke ouest, MontréalMembre régulier: 45 \$
Membre étudiant: 35 \$
Membre retraité: 35 \$
Non-membre: 75 \$
Table de 8 personnes: 495 \$
(taxes non comprises)Pour réservation: (514) 282-3810 poste 2003
Internet: ambaq.com

Nos commanditaires

Bell

BANQUE
NATIONALE
GROUPE FINANCIERLA PRESSE
cyberpresse.caVISA, MasterCard,
American Express et
chèque acceptés.
Seules les annulations
reçues au moins
48 heures à l'avance
seront acceptées.

LA PRESSE AFFAIRES

BOURSE DU CARBONE À CHICAGO

La mort d'un pionnier

PHILIPPE MERCURE

La toute première Bourse du carbone en Amérique du Nord cessera ses activités à la fin de l'année, victime de l'évolution d'une industrie qu'elle n'a pas su suivre. Mais, contrairement à ce qui circule sur l'internet, la fin du Chicago Climate Exchange n'est ni surprenante ni éminemment politique. Et elle ne sonne pas le glas des marchés du carbone sur le continent.

La nouvelle s'est répandue comme une traînée de poudre au cours des derniers jours: le légendaire Chicago Climate Exchange ferme ses portes. Plusieurs ont lié la fermeture aux élections de mi-mandat aux États-Unis, qui ont porté au pouvoir nombre de républicains opposés à une économie du carbone.

Le hic, c'est que la décision de fermer le marché avait été annoncée le 21 octobre, donc bien avant les élections américaines du 2 novembre.

« Cette décision se dessinait depuis longtemps. Depuis des mois, on voyait des prix très bas de 10 cents la tonne (de carbone) et même de 5 cents la tonne. Il n'y avait plus d'intérêt pour ce marché », explique Jean Nolet, président d'Éco-



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, ARCHIVES LA PRESSE

Des fermiers de l'Alberta ont réussi à vendre des crédits de carbone à Chicago en cultivant leurs terres sans les labourer – une technique qui permet effectivement de libérer moins de gaz à effet de serre, mais que les fermiers pratiquaient de toute façon parce que c'était rentable pour eux.

Ressources consultants, firme québécoise spécialisée dans le secteur du carbone.

« L'impact de ça est surtout symbolique, dit aussi Léon Bitton, vice-président au développement à la Bourse de Montréal et superviseur du marché climatique de Montréal. C'est une décision d'affaires, c'est une question de rentabilité. Ça ne veut pas dire que les marchés sont morts. »

La fermeture du Chicago Climate Exchange (CCX) n'aura d'ailleurs aucun impact sur le Marché climatique de Montréal, coentreprise formée avec Chicago.

« Pour nous, ça ne change rien », assure M. Bitton.

Né en 2003, le CCX regroupait 450 membres qui s'étaient volontairement engagés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Des entreprises comme Sony, Motorola et IBM,

des universités et des municipalités étaient du nombre.

Plutôt que d'effectuer leurs réductions à l'interne, les participants avaient aussi l'option d'acheter des crédits à d'autres entreprises qui avaient dépassé leur cible ou qui généraient des projets de réduction ailleurs.

Il en est résulté un système de « plafond et d'échanges » qui a permis d'échanger près de 150 millions de tonnes de carbone depuis 2003.

Au fil du temps, cependant, le CCX a perdu de sa pertinence. Jean Nolet, d'Écoressources, explique que la Bourse a accepté d'échanger des crédits de carbone provenant de projets encadrés par des règles peu rigoureuses, ce qui a fini par miner sa crédibilité.

Des fermiers de l'Alberta, par exemple, ont réussi à vendre des crédits de carbone à Chicago en cultivant leurs terres sans les labourer – une technique qui permet effectivement de libérer moins de gaz à effet de serre, mais que les fermiers pratiquaient de toute façon parce que c'était rentable pour eux.

Ce manque de rigueur a fini par faire chuter les prix à Chicago – surtout qu'en parallèle, des critères stricts se sont développés pour encadrer des crédits volontaires. Certains crédits volontaires s'échangent aujourd'hui de gré à gré à des prix 100 fois plus élevés qu'à Chicago.

« S'il y a une morale à tirer de ça, c'est que le marché volontaire s'est organisé », se félicite Jean Nolet, qui tient à souligner le rôle de pionner du CCX.

« Ils ont réussi à conscientiser beaucoup de gens, ils ont développé une expertise », souligne aussi Michel Denault, professeur agrégé à HEC Montréal.

Le CCX continuera d'offrir des produits dérivés liés au carbone, dont certains basés sur les marchés régionaux réglementés qui se développent en Amérique du Nord. C'est aussi la voie que compte suivre la Bourse de Montréal.

CAPITAL-RISQUE

Coup de frein au Québec

PHILIPPE MERCURE

Dur rappel à la réalité pour ceux qui espéraient un retour des beaux jours en capital-risque au Québec. Après un trimestre encourageant au printemps, l'été a accouché d'une récolte si pauvre que l'année 2010 risque de se conclure sous les niveaux de vaches maigres enregistrés pendant la crise du crédit.

Au troisième trimestre, seulement 76 millions ont été investis en capital-risque pour soutenir les innovations des Québécois. Il s'agit d'une chute de 22 % par rapport à la même période en 2009, une année pourtant bien en deçà des niveaux historiques.

« La récession a été extrêmement forte aux États-Unis, moins forte au Canada et encore moins forte au Québec. Mais on reste tributaire de l'économie nord-américaine, et les niveaux d'investisse-

ment sont encore loin d'être ce qu'ils étaient avant la crise », constate François Chaurette, coprésident de Réseau Capital, l'Association du capital-risque québécois.

M. Chaurette pointe cependant que bien des transactions sont dévoilées tardivement et échappent au radar de la firme Thomson Reuters qui les compile. Il garde donc espoir de voir les chiffres décevants dévoilés hier être revus à la hausse.

« On a des assises solides au Québec », dit aussi M. Chaurette, qui souligne qu'autant que les fonds locaux et étrangers que les fonds de travailleurs sont actifs en capital-risque dans la province, « un équilibre assez rare ailleurs » selon lui.

Après un bon trimestre au printemps, le secteur des biotech a connu un été à oublier. Seulement quatre entreprises ont conclu des transactions,

pour un financement total anémique de 5 millions. Le secteur des technologies de l'information a fait beaucoup mieux, une douzaine d'entreprises raflant 39 millions de dollars.

Fait intéressant: alors que le secteur des technologies propres rafle le gros du capital-risque aux États-Unis, il est encore très peu présent au Québec et ne fait même pas l'objet d'une catégorie à part dans les statistiques de Thomson Reuters.

« C'est quelque chose qui est très jeune au Québec. L'industrie du capital-risque du Canada est 30 ans en retard sur celle des États-Unis, et ça se reflète aussi dans les secteurs d'activité », dit François Chaurette.

Dans l'ensemble du pays, le capital-risque a connu une augmentation de 20 % au troisième trimestre par rapport à l'année précédente.

Franchises disponibles

bulk barn

Nous sommes le plus grand détaillant d'aliments en vrac au Canada et nos 170 magasins sont déployés à la grandeur du pays, de la Colombie-Britannique aux Maritimes, en passant par l'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba, l'Ontario et le Québec. Des franchises sont maintenant disponibles dans la région de

Montréal (Québec)

Depuis 1982, Bulk Barn est synonyme de produits en vrac et emballés de qualité supérieure. Notre grande sélection de plus de 4 000 produits attire des millions de clients.

La croissance et le succès de la chaîne de magasins Bulk Barn sont en grande partie dus à son système éprouvé. Les magasins sont vendus clés en main, c'est-à-dire qu'une équipe du siège social met le magasin sur pied, tout l'agencement étant fourni et assemblé pour le Franchisé, en plus de soutenir ce dernier pendant la période de pré ouverture et d'assurer sa formation et celle de ses employés. Après l'ouverture, le Franchisé continue d'être soutenu à tous les niveaux, tout au long de l'année, par les différents services du siège social, entre autres, en ce qui a trait à la publicité et aux offres promotionnelles.

Si vous souhaitez devenir propriétaire d'un magasin, nous vous invitons à considérer l'acquisition d'une franchise Bulk Barn dont le coût s'élève à 500 000 \$ (redevance de franchise initiale incluse) ou plus, selon la superficie et l'emplacement du magasin. Vous devez disposer d'au moins un tiers du coût de la franchise en fonds non grevés.

Pour plus de renseignements, écrivez-nous à l'adresse suivante :

Service de franchise Bulk Barn Foods Limited
55 Leek Crescent Richmond Hill (Ontario) L4B 3Y2
Téléphone : (905) 886-6756, poste 289
Télécopieur : (905) 886-3717

OU visitez notre NOUVEAU site Web à
www.bulkbarn.ca

Le plus grand détaillant d'aliments en vrac au Canada

Le Grand Prix de l'Entrepreneur^{MD}
d'Ernst & Young

Lauréats 2010 du Québec

François Dufresne, associé chez Ernst & Young et directeur du Grand Prix de l'Entrepreneur pour le Québec, est heureux de présenter deux des lauréats de 2010. Le 27 octobre dernier, à l'occasion d'un gala à Montréal, dix entrepreneurs québécois ont été honorés dans leur catégorie respective, l'un d'entre eux ayant été nommé Entrepreneur de l'année du Québec. Pour en savoir davantage, visitez notre site Web à www.eoy.ca/gpe.



Guy Michaud
DirectLab Inc.

La douleur d'un joueur de tennis qui a des problèmes de genoux est à l'origine d'un des succès commerciaux les plus spectaculaires des dernières années. C'est après avoir découvert les qualités du collagène que Guy Michaud a mis sur pied son entreprise, DirectLab, qui exporte

déjà dans près d'une trentaine de pays des produits naturels qui répondent aux besoins d'une partie grandissante de la population, celle de la génération d'après-guerre. Sa curiosité, son sens des affaires et ses idées innovatrices en matière de commercialisation lui ont permis de gravir rapidement l'échelle du succès depuis la création de son entreprise en 2000, alors qu'il était âgé de 36 ans. Son sens de l'équité a placé l'équilibre travail-famille au sommet des priorités dans son entreprise. Soucieux de transmettre les connaissances qu'il a acquises sur les marchés extérieurs, M. Michaud n'hésite pas à partager son savoir avec d'autres entrepreneurs en offrant un service de soutien aux exportateurs en Chine. Grand communicateur, il participe à des programmes de mentorat et s'engage également dans de nombreux organismes pour appuyer les causes qui lui tiennent à cœur.



Jack Dell'Accio
Groupe Essentia Inc.

Doté d'une personnalité chaleureuse et confiante et animé d'un esprit curieux et innovateur, Jack Dell'Accio a créé son entreprise autour d'un concept inédit : concevoir, fabriquer et distribuer des matelas et d'autres produits liés au sommeil dans le but de protéger la santé tout en offrant confort et qualité. Les recherches du Groupe Essentia

ont permis d'élaborer une mousse mémoire 100 % naturelle brevetée qui répond à un souci de salubrité de plus en plus recherché partout dans le monde. Conscient de rivaliser avec de très grands fabricants, Jack Dell'Accio n'hésite pas à jouer la transparence pour mieux faire connaître ses produits grâce à une grande visibilité sur le Web. Entouré de gens qui lui ressemblent, Jack Dell'Accio offre une grande liberté à ses collaborateurs, ce qui lui permet de retenir des gens de talent reconnus pour leur créativité. Persuadé que l'industrie et l'écologie sont intimement liées, il verse aussi 1 % de son chiffre d'affaires à 1 % For the Planet dans le but de protéger et de restaurer l'environnement.

Créé et produit par

ERNST & YOUNG

La qualité dans tout ce que nous faisons

Commanditaires nationaux

En collaboration avec



NATIONAL POST



Faites rayonner votre entreprise



On parle
de votre commerce
sur weblocal.ca

Avec le répertoire d'entreprises en ligne weblocal.ca qui attire plus de 2 millions de visiteurs chaque mois, vous avez la possibilité de gérer le profil de votre entreprise. Vous pouvez répondre aux commentaires de vos clients, afficher une vidéo de votre commerce, des photos de vos produits ou services, votre page web et une foule d'autres choses pour profiter de cet achalandage exceptionnel.

Faites parler encore plus de vous, visitez dès aujourd'hui weblocal.ca/annoncez.



Une division de
 Transcontinental

CARRIÈRES ET EMPLOIS

TÉLÉPHONE 514-285-7320
TÉLÉCOPIEUR 514-499-2053
carrieres@lapresse.ca

LE RENDEZ-VOUS
DE L'EMPLOI

WORKOPOLIS

LA PRESSE

RÉPERTOIRE TRAVAILIMMIGRANTS.COM

Défi Montréal lance un site internet pour les immigrants et les employeurs



PHOTO ROBERT MAILLOUX, ARCHIVES LA PRESSE

Lancé en 2009, Défi Montréal mobilise des acteurs importants du milieu socioéconomique de l'île ainsi que trois ministères (Emploi, Immigration, Éducation) autour de la problématique de l'intégration des immigrants sur le marché du travail.

La ministre Kathleen Weil a procédé lundi dernier au dévoilement officiel du site travailimmigrants.com, un répertoire pour faciliter l'intégration des immigrants sur le marché du travail, lancé dans le cadre de la stratégie Défi Montréal.

IRIS GAGNON-PARADIS
COLLABORATION SPÉCIALE

C'est à l'occasion de l'événement « L'immigration à Montréal, une richesse pour tous! », qui s'est tenu lundi dernier au centre eXcentris, que la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles, Kathleen Weil, a lancé le répertoire en ligne www.travailimmigrants.com, réalisé dans le cadre de la stratégie Défi Montréal. La ministre était accompagnée par Gaétan Châteaufort, président du Conseil régional des partenaires du marché du travail de Montréal, qui pilote le volet mobilisation de la stratégie.

Lancé en 2009, Défi Montréal mobilise des acteurs importants du milieu socioéconomique de l'île ainsi que trois ministères (Emploi, Immigration, Éducation) autour de la problématique de l'intégration des immigrants sur le marché du travail.

Le nouveau site répertorie

près de 300 ressources disponibles liées au marché du travail (programmes, stages, formations, parrainage, etc.) dans l'île de Montréal. Il s'adresse autant aux immigrants à la recherche d'emploi qu'aux intervenants en réinsertion professionnelle et aux employeurs.

« Il y a plein d'initiatives qui existent pour favoriser l'intégration des immigrants sur le marché du travail, mais nous avons constaté que la plupart étaient méconnues, même par les gens qui oeuvrent dans le milieu », a affirmé M. Châteaufort.

Montréal, comme toutes les grandes métropoles, est un pôle d'attraction pour les immigrants. Mais le taux de chômage demeure beaucoup plus présent (12,6 %) chez les immigrants que chez les personnes nées au Canada (6,8 %), et ce, malgré le fait que près de 65 % de ceux arrivés l'an dernier comptaient plus de 14 ans de scolarité. Le taux de chômage est particulièrement élevé chez les minorités visibles (14,5 %), notamment la population maghrébine, ainsi que chez les femmes et les jeunes.

« Avec le vieillissement de la population, les départs à la retraite et le taux de natalité qui ne peut à lui seul renouveler la population active, un grand défi démographique nous attend, a expliqué le ministre à *La Presse*. Il faut absolument mettre le talent des immigrants à profit. Ces gens sont dynamiques et créatifs. Et ce, sans compter qu'ils parlent souvent plusieurs langues et peuvent établir des ponts avec leur pays d'origine, ce qui est très intéressant pour un Québec qu'on veut ouvert sur le monde. »

Des résultats concrets

Le volet mobilisation de Défi Montréal a déjà subventionné deux vagues de projets en 2009 et 2010. La ministre a d'ailleurs profité de l'occasion pour lancer la troisième vague d'appel d'offres, qui bénéficiera d'un budget de 500 000 \$.

« Les témoignages que j'ai entendus des employeurs qui ont participé aux projets sont très positifs, a affirmé M^{me} Weil. Ils sont tous agréablement surpris par leur expérience et en retirent des bénéfices qu'ils n'avaient pas imaginés au départ. »

Parmi ces projets, le programme de reconnaissance des acquis et des compétences pour les infirmiers formés à l'étranger, qui permet aux immigrants d'ajuster leur formation afin de réussir l'examen obligatoire de l'Ordre des infirmiers et infirmières du Québec. Jusqu'à maintenant, quatre cohortes de 24 étudiants ont profité de cette formation, qui connaît d'excellents taux de placement.

Le couple de Péruviens Marco Alfaro et Rebecca Gutierrez a participé de son côté à un projet en collaboration avec l'INIS. Offert aux immigrants ayant déjà une expérience en télévision et cinéma, le programme a permis au couple de réaliser des vidéos pour Défi Montréal. Motivé par leur expérience et leurs rencontres, le couple a décidé de former avec deux autres immigrants et une Québécoise sa propre boîte de production, Défilm. Cette dernière a d'ailleurs produit les capsules vidéo de témoignages d'immigrants qu'on retrouve sur le nouveau site.

« C'est un métier de contacts, donc ce n'était pas évident en arrivant ici d'exercer dans notre profession, dit M^{me} Gutierrez. Souvent, nous travaillions comme assistants alors que Marco est monteur vidéo et moi, productrice. Désormais, nous pouvons utiliser toute notre expertise. »

DEUX POSTES À POURVOIR

- **Directeur / trice du Cheminement et de l'organisation scolaire**
(concours 10-15- remplacement de congé de maternité)
- **Coordonnateur / trice du Service des ressources humaines**
(concours 10-14)

Relevé le défi de l'enseignement supérieur dans un établissement privé

Relevez le défi de l'enseignement supérieur privé agréée aux fins de subventions par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS). On y accueille près de 1 700 étudiants dans différents programmes préuniversitaires et techniques à la formation régulière, à la formation continue ainsi que dans un programme de diplôme d'études professionnelles en Intervention en sécurité incendie.

Visitez notre site Web au www.cndf.qc.ca pour la description détaillée des deux postes.

Guy Dufour
Directeur général
Le 13 novembre 2010

5000, rue Clément-Locheux
Saint-Augustin-de-Desmaures (Québec) G3A 1B3

Vivre l'excellence!

CARRIÈRES

POUR TROUVER.

Le samedi dans **LA PRESSE**

L'Association Régionale Soccer Lanaudière (ARSL) est un organisme sans but lucratif regroupant plus de 12000 jeunes, 400 arbitres, 2500 entraîneurs et de nombreux bénévoles.

Les premiers objectifs sont de Promouvoir, Encourager, Superviser et Sanctionner toutes les activités de soccer. Regroupant en un seul organisme, les Clubs, Associations ou organisations afin de leur fournir l'assistance administrative et technique nécessaire à leur développement pour la région de Lanaudière conformément aux règlements de la F.S.Q.

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Les candidats intéressés doivent consulter le site internet de l'ARSL au www.soccer-lanaudiere.qc.ca sous la rubrique « offre d'emploi » afin d'y retrouver toutes les informations relatives aux fonctions, responsabilités et exigences pour ce poste. Ce poste est ouvert autant aux femmes qu'aux hommes. La date limite pour nous faire parvenir votre C.V. est le **10 décembre 2010 à midi**.

Nous faire parvenir votre curriculum vitae détaillé en toute confidentialité soit :

- par courriel : president_arsl@me.com
- par courrier : Association Régionale de Soccer Lanaudière a/s M^{me} Nathalie Wagner, présidente
2475 boul. Des Entreprises, local 107, Terrebonne, PQ, J6X 4J9

Seules les personnes retenues seront contactées pour un entretien. Cependant un accusé réception sera envoyé à tous.

Leader Canadien dans l'industrie du Transport de marchandises générales en Amérique du Nord, à la recherche d'un

REPRÉSENTANT/ DIRECTEUR DE COMPTES

Pour clientèle dans la région de Montréal. Minimum de 2 ans d'expérience dans la vente de Transport (développement). Parfaitement bilingue. Connaissance Excel et Word un atout. Doit posséder un véhicule et un permis de conduire valide. Salaire très compétitif, conditions de travail avantageuses.

Faire parvenir CV à
carrieres@lapresse.ca
Référence 1006

LeDroit

est actuellement à la recherche d'un

RÉDACTEUR EN CHEF

Seul quotidien francophone de la région de la Capitale-Nationale, LeDroit est établi depuis 1913. Son territoire de couverture s'étend sur les régions de l'Outaouais québécois et de l'Est ontarien. LeDroit est la propriété de Gesca, éditeur de journaux et filiale de Power Corporation du Canada.

Relevant du président et éditeur, le titulaire du poste planifie, organise, dirige et contrôle l'ensemble des activités du Service de l'information du quotidien. En plus de siéger au comité de direction, il est responsable du respect de l'approche éditoriale du journal.

PRINCIPALES FONCTIONS

- Planifier la couverture générale assurée par le journal incluant les choix relatifs aux événements spéciaux et publications spéciales.
- Encourager l'évolution et la présence technologique du quotidien LeDroit afin de favoriser un positionnement avant-gardiste des nouvelles tendances du domaine de l'information.
- Planifier et superviser la répartition des ressources journalistiques.
- Planifier et superviser le budget du Service de l'information.
- Coordonner et superviser le travail du chef des nouvelles et des chefs de section.
- S'assurer d'un climat de relation de travail sain et harmonieux.
- Superviser l'embauche et l'évaluation du personnel.
- Assurer la liaison avec le groupe Gesca, La Presse Canadienne et les autres médias avec lesquels sont planifiés des projets et des échanges.
- Superviser la section de l'éditorial et rédiger à l'occasion des éditoriaux.
- Représenter le Journal et la rédaction à l'occasion d'événements spéciaux.

LES EXIGENCES

- Détenir un baccalauréat en journalisme, en communications, en sciences politiques ou toute expérience jugée équivalente.
- Posséder un minimum de dix (10) années d'expérience en journalisme ou en communication.
- Connaissance approfondie de la langue française parlée et écrite.
- Connaissance de l'anglais parlé.
- Être à l'affût des nouvelles tendances technologiques et numériques dans le monde de l'information et être particulièrement intéressé à suivre son évolution.
- Être reconnu pour son leadership, son sens de l'organisation et ses qualités de communicateur.

Mélanie Proulx
Bureau de l'éditeur
LeDroit
47, Clarence - C.P. 8860, succ. T
Ottawa (Ontario)
K1G 3J9
mproulx@ledroit.com

L'emploi du masculin vise essentiellement à alléger le texte. Nous souscrivons à l'équité en matière d'emploi. Nous remercions tous les candidats de leur intérêt mais seules les personnes retenues feront l'objet d'un suivi.

SGF ET INVESTISSEMENT QUÉBEC

Les présidents partiront avec 350 000 \$

ANDRÉ DUBUC

Les présidents actuels de la Société générale de financement (SGF) et d'Investissement Québec ont droit à une allocation de départ de 350 000 \$, à eux deux, advenant leur départ du nouvel Investissement Québec, censé voir le jour le 1^{er} janvier 2011.

Pour avoir droit au parachute, Pierre Shedleur, président-directeur général de la SGF, et Jacques Daoust, PDG d'Investissement Québec (IQ), ne doivent pas occuper un autre poste au sein de l'État pendant la période correspondant à l'allocation.

Leurs conditions de travail, fixées par décret, prévoient le versement d'une allocation de départ en cas de résiliation de leur engagement. Ils ont droit à la somme la plus élevée entre un mois de traitement annuel par année de service, maximum 12 mois, ou le quart du traitement pour la durée non écoulée de l'engagement, maximum de 9 mois.

Jacques Daoust a été engagé le 26 juin 2006 pour un terme de 5 ans, lequel arrive à échéance en juin 2011. Ancien banquier, M. Daoust compte 4,5 années d'ancienneté et a donc droit à 4,5 mois

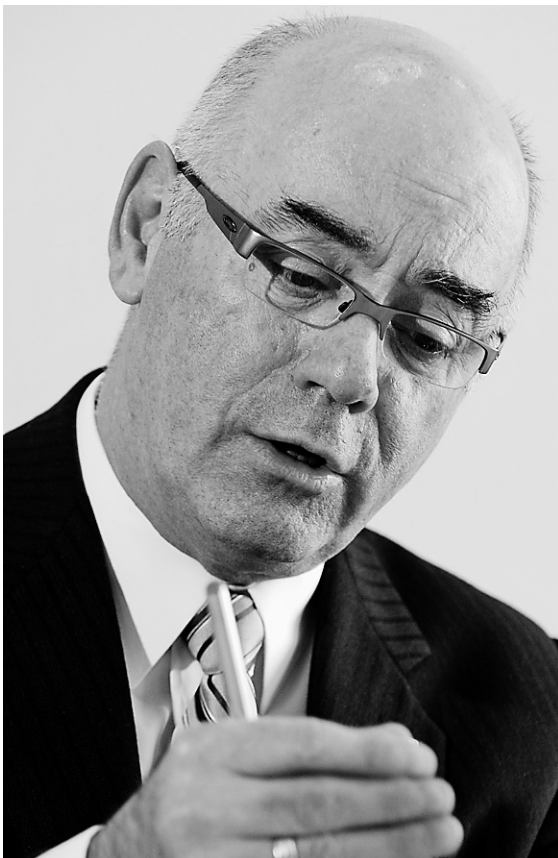


PHOTO ERICK LABBÉ, ARCHIVES LE SOLEIL

Pour avoir droit à une allocation de départ, Jacques Daoust, PDG d'Investissement Québec, et Pierre Shedleur, président-directeur général de la SGF, ne doivent pas occuper un autre poste au sein de l'État pendant la période correspondant à l'allocation.

de traitement, soit 102 833 \$, précise Marie Claire Ouellet, secrétaire générale associée à la communication gouvernementale.

Pierre Shedleur est arrivé à la tête de la SGF le 24 novembre 2004. Le 18 juin 2009, le gouvernement a renouvelé son mandat pour



PHOTO ARCHIVES LE SOLEIL

5 ans. Au 1^{er} janvier 2011, il lui restera presque 4 ans à son mandat. Il a donc droit au maximum de 9 mois de traitement, soit la somme

de 246 027 \$, toujours selon M^{me} Ouellet.

La fusion de la SGF et d'IQ entraînera des économies récurrentes de 10,5 millions de dollars par an. La grosse part des économies viendra de la réduction de 5 % des 400 employés des deux organisations mises ensemble.

La première année, il y aura cependant des coûts associés aux indemnités de départ. Outre les présidents, le comité de transition recommande que les employés, autres que les présidents, qui seront appelés à quitter l'organisation aient droit à un mois de salaire par année de service, maximum 12 mois.

D'après ce qu'a dit en commission parlementaire le président du comité de transition, Jean Houde, le nouvel Investissement Québec serait ainsi créé le jour de l'adoption du projet de loi. Le plan de transition prévoit que le nouveau président-directeur général et les membres du conseil d'administration seraient nommés avant le 1^{er} janvier. Ils entreraient en fonction le 1^{er} janvier 2011. La nouvelle direction aurait trois mois, soit jusqu'au 1^{er} avril, pour produire le plan stratégique de la nouvelle entreprise. La fusion effective comptable se ferait le 31 mars 2011.

— Avec la collaboration de Patricia Fraser

Armstrong fermera ses installations de Montréal en décembre

LA PRESSE CANADIENNE

La société américaine Armstrong World Industries fermera définitivement ses installations de Montréal, au début du mois de décembre,

en raison des conditions du marché de la construction.

Quelque 170 personnes ont été mises à pied en mai, alors que le fabricant de revêtements de sol et de plafonds acoustiques, dont le

siège se trouve à Lancaster, en Pennsylvanie, a stoppé toute production à l'usine montréalaise.

La décision de fermer l'usine de façon définitive, au terme de 64 ans d'activité,

affectera sept travailleurs supplémentaires.

Jennifer Johnson, porte-parole d'Armstrong, a expliqué dans un courriel hier, que les conditions en vigueur sur le marché ne s'étant pas améliorées, l'entreprise s'était résolue à fermer l'usine.

Armstrong a transféré sa production montréalaise à d'autres usines afin de répondre à la demande nord-américaine.

M^{me} Johnson a indiqué que les clients et les vendeurs

canadiens d'Armstrong ne seraient pas affectés par la fermeture.

L'usine de Montréal produit des revêtements de sol pour les bâtiments résidentiels et commerciaux depuis 1946.

Armstrong World Industries exploite 35 usines dans huit pays, et compte approximativement 10 000 employés dans le monde entier. Ses ventes nettes se sont élevées à quelque 2,8 milliards de dollars en 2009.



Baie-D'Urfé est une ville exceptionnelle de 6,7 kilomètres carrés située sur la rive nord du lac Saint-Louis, dans le secteur de l'Ouest de l'île de Montréal, avec une population de près de 4 000 habitants. Environ un tiers de sa superficie est occupé par un secteur industriel. La ville a une solide culture de bénévolat et d'implication citoyenne. La Ville est à la recherche d'une personne dynamique pour combler le poste de trésorier(ère).

TRÉSORIER(ÈRE)

Relevant du directeur général, le trésorier ou la trésorière gère les services des finances, de la comptabilité et des ressources humaines de la ville, ainsi que l'équipe administrative qui fournit ces services.

Qualifications

- ❑ Au moins trois années d'expérience dans un poste municipal de cadre supérieur de trésorier (ère) ou l'équivalent ou cinq années d'expérience à titre d'assistant(e) trésorier (ère) ou l'équivalent;
- ❑ Baccalauréat en commerce, en comptabilité ou en finances avec une formation additionnelle en ressources humaines et en gestion des relations de travail;
- ❑ Solides aptitudes à communiquer dans les deux langues officielles;
- ❑ Compétences éprouvées en leadership et en planification financière;
- ❑ Capacité de gérer des dossiers et projets multiples simultanément tout en respectant les délais de réalisation;
- ❑ Excellentes qualités de négociateur(trice) et de médiateur(trice);
- ❑ Sens de l'initiative, débrouillardise et capacité de travailler avec un minimum de supervision.

Candidature

Les personnes répondant aux exigences du poste sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae à l'adresse ci-dessous avec la mention « confidentiel ». Les demandes doivent être reçues au plus tard le 22 novembre 2010.

Par la poste : M. Pierre Lacoste, ing., Directeur général, Ville de Baie-D'Urfé
20410, chemin Lakeshore Baie-D'Urfé (Québec) H9X 1P7
Par courriel : placoste@baie-durfe.qc.ca

La Ville de Baie-D'Urfé est un employeur qui souscrit aux principes d'équité en matière d'emploi.

CLINIQUE MÉDICALE l'Actuel
Centre d'excellence VIH - ITS - Hépatites

DIRECTEUR FINANCES ET ADMINISTRATION

La Clinique médicale l'Actuel est à la recherche d'un (e) candidat (e) afin d'occuper le rôle de directeur (trice) des finances et de l'administration.

Sommaire d'attributions :

Sous l'autorité de la directrice générale, le directeur ou la directrice des finances et administration fournit une expertise et un soutien dans les domaines des finances, de la comptabilité, de la fiscalité, des processus budgétaires, de la gestion de projets, de l'informatique, de l'approvisionnement et ce, dans le respect des lois, règlements et politiques en vigueur. La personne recherchée agit comme supérieur immédiat pour les ressources sous sa responsabilité, dont un (e) professionnel (le) responsable de la comptabilité générale.



Dans le cadre de ses fonctions, la personne assumera les liens avec les partenaires externes tel les fournisseurs, les banques, les instances gouvernementales, etc.

Qualifications recherchées :

Pour s'acquitter de ces attributions avec succès, la personne recherchée dispose d'un titre comptable (CA, CGA ou CMA) et de 2 à 5 années d'expérience en gestion et comptabilité. La personne doit maîtriser le logiciel Simple comptable et doit connaître la gestion financière par projet. Elle possède un grand sens du professionnalisme, de la minutie et fait preuve de discrétion. La personne doit avoir de la flexibilité et la capacité de travailler dans un contexte exigeant.

Si vous croyez que ce poste correspond à vos aspirations, prière de faire parvenir votre curriculum vitae ainsi qu'une lettre d'intention avant le 5 décembre, à madame Catherine Cartier, responsable des ressources humaines, à l'adresse suivante :

1001, boul. de Maisonneuve Est, suite 1130, Montréal (Québec) H2 L 4P9
Télécopieur : (514) 524-3831
Courriel : ccartier@lactuel.ca
Seules les personnes retenues seront contactées

DIRECTEUR PRINCIPAL, GESTION DU RISQUE D'ASSURANCE ET STRATÉGIE

Contribuer à l'établissement de politiques et de normes prudentielles qui bénéficient aux Canadiens

Notre connaissance du secteur des assurances n'a d'égal que vos compétences techniques en la matière et vous vous sentez prêt à mettre ce savoir au service de l'établissement de vastes politiques? Le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) est investi d'un mandat national qui touche le fondement même du secteur canadien des services financiers. Il évalue la santé financière des institutions financières et des régimes de retraite fédéraux et veille à ce qu'ils observent les exigences réglementaires. Le directeur principal s'acquittera de fonctions d'importance stratégique. À la barre de la Division de l'actuariat du BSIF, il prête son concours à l'élaboration de politiques visant le secteur des assurances au Canada, et à la gestion des risques qui lui sont associés.

Relevant du surintendant adjoint du Secteur de la réglementation et assumant un rôle de leader auprès de la Division de l'actuariat, le titulaire encadre, avec le concours de divers intervenants dans un cadre multidisciplinaire, l'analyse stratégique et l'élaboration de politiques qui traitent des facteurs de risque, des produits, des pratiques comptables, des normes actuarielles, des techniques de modélisation axées sur le risque, de la suffisance de capital et de la surveillance réglementaire du secteur des assurances, l'accès étant initialement mis sur le secteur de l'assurance-vie. Dans ce contexte multidisciplinaire, le titulaire dirige son équipe lors de la gestion et résolution de problèmes en rédigeant des réponses et solutions réglementaires adéquates. Dans ce rôle où les interactions sont constantes, le titulaire côtoie tant des représentants du secteur des assurances que des collègues, directeurs et cadres supérieurs d'autres secteurs du BSIF.

Les candidats devraient posséder un diplôme (de préférence de niveau universitaire ou leur conférant un titre professionnel) en comptabilité, en actuariat, en commerce, en économie, en finance, en droit, ou en mathématiques, et avoir une vaste connaissance pratique d'un poste de cadre supérieur ou de conseiller professionnel dans le secteur de l'assurance-vie. Une certaine connaissance du secteur des assurances multirisques est également souhaitable. En qualité de cadre chevronné dans le domaine de la gestion du risque, de l'élaboration de politiques et de la direction d'équipes, le titulaire devra apporter une importante contribution à la santé et à la sécurité de l'infrastructure du secteur des assurances au Canada.

Les personnes que ce poste intéresse peuvent envoyer leur curriculum vitae, en prenant soin de mentionner le code OSFI 22010, à paul.crath@esp.ca (confidentialité assurée).

Pour obtenir plus de renseignements, veuillez consulter le site Web du BSIF : www.osfi-bsif.gc.ca

Constitué en 1987 en vertu d'une loi du Parlement, le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) est le principal organisme de réglementation et de surveillance des institutions de dépôts, des sociétés d'assurances et des régimes de retraite privés fédéraux. Son mandat prévoit qu'il lui incombe de promouvoir et d'administrer un cadre de réglementation qui contribue à la confiance du public à l'égard d'un système financier solide, stable et propice à la concurrence.

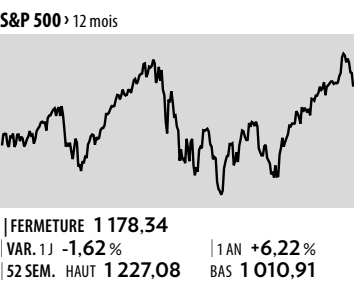
Les candidats doivent être autorisés à travailler au Canada et seront demandés d'obtenir la cote de sécurité qui convient. Le BSIF souscrit au principe de l'équité en matière d'emploi et vous encourage à indiquer volontairement sur votre demande si vous êtes une femme, une personne autochtone, une personne handicapée ou un membre d'une minorité visible.

Legacy Executive Search Partners Inc.
67, rue Yonge, bureau 600
Toronto (Ontario) M5E 1J8
www.legacysearchpartners.com

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

LES BOURSES

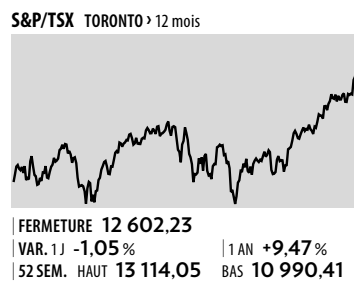
ÉTATS-UNIS



DANS LE MONDE

| | FERMETURE | VAR. 1J (pts) | VAR. (%) |
|---------------------------|-----------|---------------|----------|
| Brazil Bovespa (Brésil) | 69 192,41 | -1 174,74 | -1,67 |
| CAC 40 (France) | 3 762,47 | -101,77 | -2,63 |
| DAX (Allemagne) | 6 663,24 | -126,93 | -1,87 |
| DJ Euro Stoxx 50 (Europe) | 2 539,62 | -63,69 | -2,45 |
| FTSE 100 (Angleterre) | 5 681,90 | -138,51 | -2,38 |
| Hang Seng (Hong Kong) | 23 693,02 | -334,16 | -1,39 |
| Mexico Bolsa (Mexique) | 35 648,21 | -409,18 | -1,13 |
| FTSE MIB (Italie) | 20 563,07 | -430,20 | -2,05 |
| NIKKEI 225 (Japon) | 9 797,10 | -30,41 | -0,31 |
| S&P/ASX 200 (Australie) | 4 700,30 | 12,30 | 0,26 |
| Shanghai (Chine) | 2 894,54 | -119,88 | -3,98 |
| Swiss Market (Suisse) | 6 476,53 | -85,62 | -1,30 |

CANADA



PLUS ACTIFS

| | VOLUME | FERM (\$) | VAR (%) |
|--------------------------|------------|-----------|---------|
| ISHARES S&P/TSX (XIU) | 22 360 602 | 18,15 | -0,07 |
| MANULIFE FINAN. (MFC) | 8 208 128 | 15,23 | 0,09 |
| URANIUM ONE INC (UUU) | 7 456 758 | 4,57 | -5,19 |
| SUNCOR ENERGY (SU) | 6 051 567 | 33,67 | -2,18 |
| EQUINOX MINE. (EQM) | 5 580 902 | 5,47 | -5,36 |
| DENISON MINES (DML) | 5 323 310 | 2,44 | -6,15 |
| TRANSCANADA (TRP) | 5 163 112 | 36,00 | -2,60 |
| KINROSS GOLD (K) | 5 108 340 | 17,80 | -1,87 |
| GREAT BASIN GOLD (GBG) | 4 829 144 | 2,80 | -5,41 |
| ANDEAN RES. (AND) | 4 398 237 | 6,38 | -1,09 |
| MERCATOR MINE. (ML) | 4 334 270 | 3,22 | -3,88 |
| LUNDA MINING (LUM) | 4 029 094 | 6,39 | -3,03 |
| BOMBARDIER (BBD.B) | 3 904 008 | 4,90 | -1,80 |
| YAMANA GOLD (YRI) | 3 866 506 | 11,43 | -1,21 |
| BARRICK GOLD (ABX) | 3 806 447 | 49,99 | -1,23 |
| CANADIAN NAT. RES. (CNO) | 3 668 620 | 38,70 | -2,15 |

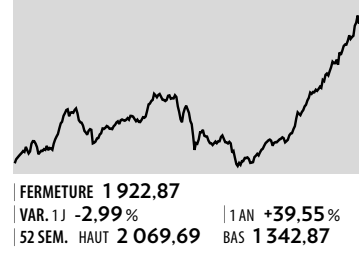
TITRES GAGNANT

| EN % | VOLUME | FERM (\$) | VAR (%) |
|------------------------|-----------|-----------|---------|
| HORIZONS BETAPRO (HKD) | 24 923 | 12,36 | 10,36 |
| HORIZONS BETAPRO (HJD) | 52 991 | 9,70 | 6,95 |
| CARDIOME PHARMA (COM) | 63 596 | 5,23 | 6,73 |
| HORIZONS BETAPRO (HOD) | 1 877 515 | 9,12 | 5,56 |
| IPATH S&P 500 (VXX) | 104 778 | 50,41 | 5,53 |

TITRES PERDANT

| EN % | VOLUME | FERM (\$) | VAR (%) |
|-------------------------|-----------|-----------|---------|
| RESVERLOGIX (RVX) | 1 110 496 | 4,50 | -29,58 |
| CMP GOLD TRUST (CMP.WA) | 7 500 | 2,32 | -15,33 |
| SMTC MANUF CORP (SMX) | 6 100 | 3,51 | -12,25 |
| DULUTH METALS (DMLU) | 7 000 | 2,65 | -11,67 |
| THOMPSON CR. (TCM.W) | 592 050 | 4,16 | -10,54 |

TSX CROISSANCE PETITES CAPITALISATIONS > 12 mois

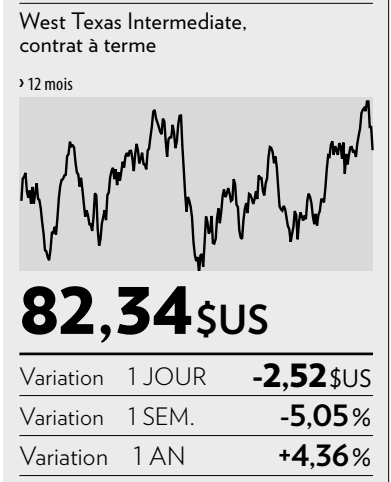


PLUS ACTIFS

| | VOLUME | FERM (\$) | VAR (%) |
|------------------------|------------|-----------|---------|
| ALANGE ENERGY (ALE) | 15 404 406 | 0,66 | -10,81 |
| BONTERRA RES. (BTR) | 7 395 442 | 0,47 | -29,85 |
| MADALENA VENT. (MVN) | 5 344 720 | 0,65 | 10,17 |
| ROUTE1 (RO1) | 3 472 250 | 0,26 | 6,12 |
| US SILVER (USA) | 3 431 828 | 0,60 | -4,76 |
| INNEKUS BIOTECH. (IKS) | 3 349 185 | 0,03 | 20,00 |
| AVION GOLD (AVR) | 3 215 941 | 0,95 | -5,94 |
| CENTURY MINING (CMM) | 2 973 141 | 0,40 | -10,11 |
| KLONDIKE SILVER (KS) | 2 736 489 | 0,04 | -11,11 |
| PETRODORADO (PDQ) | 2 708 055 | 0,51 | -7,27 |

CONSULTEZ les cotes boursières en tout temps sur lapiresseaffaires.com

PÉTROLE



FONDS INDICIELS

| | FERM. | 1J (\$) | 1J (%) | 1AN (%) |
|-----------------------|-------|---------|--------|---------|
| S&P/TSX comp. (XIC) | 19,86 | -0,23 | -1,14 | 9,30 |
| S&P/TSX 60 (XIU) | 18,15 | -0,20 | -1,09 | 5,28 |
| S&P/TSX fin. (XFN) | 22,22 | -0,15 | -0,67 | 1,69 |
| S&P/TSX éner. (XEG) | 18,24 | -0,35 | -1,88 | -0,16 |
| S&P/TSX or (XGO) | 25,16 | -0,41 | -1,60 | 9,63 |
| Oblig. c. terme (XSB) | 29,00 | -0,02 | -0,07 | -1,16 |
| Oblig. l. terme (XBB) | 29,92 | 0,11 | 0,37 | 1,05 |
| S&P 500 (XSP) | 13,55 | -0,23 | -1,67 | 4,88 |

CANADA LPA 100 (QUOTIDIEN)

La Presse Affaires présente une sélection de 100 titres inscrits à la Bourse de Toronto.

| | FERM. (\$) | VARIATION 1J (%) | VOLUME (100) | VAR. CETTE ANNÉE (%) | 52 SEM. HAUT | BAS | DIV. ANN. | |
|-------------------------------|---------------------|------------------|--------------|----------------------|--------------|-------|-----------|------|
| TÉLÉCOMS | 841,46 pts | 0,49 | 15,93 | | | | | |
| ▲ Telus (T) | 45,74 | 0,68 | 1,51 | 9,713 | 34,10 | 47,46 | 31,56 | 2,10 |
| BCE (BCE) | 33,34 | 0,25 | 0,76 | 14 589 | 14,97 | 35,04 | 26,14 | 1,83 |
| Rogers (RCL.B) | 36,93 | -0,23 | -0,62 | 28 761 | 12,97 | 41,64 | 29,80 | 1,28 |
| CONSOMMATION AUTRE | 1 057,97 pts | -0,07 | 17,69 | | | | | |
| ▲ Uni-Select (UNS) | 27,00 | 0,48 | 1,81 | 8 | -12,59 | 31,21 | 25,10 | 0,47 |
| ▲ Groupe Aeroplan (AER) | 13,16 | 0,17 | 1,31 | 12 445 | 20,84 | 13,33 | 8,61 | 0,50 |
| ▲ Gildan (GIL) | 27,29 | 0,30 | 1,11 | 9 077 | 6,19 | 33,26 | 19,20 | 0,00 |
| ▲ Magna (MG) | 48,67 | 0,49 | 1,02 | 4 380 | 82,76 | 50,99 | 25,02 | 0,71 |
| Astral Media (ACM.A) | 40,65 | 0,19 | 0,47 | 742 | 22,18 | 41,75 | 31,11 | 0,50 |
| Canadian Tire-A (CTC.A) | 62,25 | 0,02 | 0,03 | 1 664 | 8,26 | 64,45 | 50,86 | 1,10 |
| Le Château (CTU.A) | 12,85 | 0,00 | 0,00 | 132 | -5,86 | 15,00 | 12,00 | 0,70 |
| Rona (RON) | 12,80 | 0,00 | 0,00 | 2 868 | -17,15 | 17,73 | 12,65 | 0,00 |
| Cogeco Câble (CCA) | 39,20 | -0,05 | -0,13 | 1 007 | 12,00 | 43,98 | 31,01 | 0,68 |
| Yellow Média (YLO) | 6,10 | -0,01 | -0,16 | 25 169 | 13,38 | 6,98 | 5,06 | 0,80 |
| Shaw (SJR.B) | 20,93 | -0,07 | -0,33 | 11 533 | -3,41 | 23,50 | 18,37 | 0,88 |
| Quebecor (QBR.B) | 37,31 | -0,21 | -0,56 | 556 | 37,07 | 39,62 | 25,16 | 0,20 |
| Reitmans (RET.A) | 18,99 | -0,16 | -0,84 | 382 | 13,37 | 20,00 | 15,35 | 0,80 |
| Thomson Reuters (TRI) | 37,70 | -0,33 | -0,87 | 9 789 | 11,05 | 40,33 | 32,75 | 1,14 |
| ▼ BMTc (GBT.A) | 23,00 | -0,26 | -1,12 | 48 | 53,33 | 24,10 | 13,02 | 0,24 |
| ▼ TVA (TVA.B) | 12,80 | -0,20 | -1,54 | 3 | -4,12 | 15,70 | 11,26 | 0,20 |
| ▼ Transat (TRZ.B) | 17,51 | -0,34 | -1,90 | 691 | -17,01 | 24,90 | 9,75 | 0,00 |
| FINANCE | 1 608,69 pts | -0,42 | 2,57 | | | | | |
| ▲ Ind. Alliance (IAG) | 31,65 | 0,39 | 1,25 | 1 250 | -1,71 | 37,40 | 27,66 | 0,98 |
| Sun Life (SLF) | 28,92 | 0,20 | 0,70 | 13 559 | -4,40 | 33,46 | 23,58 | 1,44 |
| IGM Financier (IGM) | 42,33 | 0,27 | 0,64 | 2 581 | -0,19 | 45,60 | 36,71 | 2,05 |
| Financière Manuvie (MFC) | 15,23 | 0,01 | 0,07 | 82 081 | -21,21 | 21,12 | 11,27 | 0,52 |
| Financière Power (PWF) | 30,42 | -0,04 | -0,13 | 2 785 | -2,12 | 34,23 | 26,95 | 1,40 |
| Banque Royale (RY) | 53,10 | -0,14 | -0,26 | 31 114 | -5,85 | 62,89 | 48,85 | 2,00 |
| Banque Nationale (NA) | 65,09 | -0,19 | -0,29 | 3 517 | 8,05 | 68,25 | 54,40 | 2,48 |
| Power Corporation (POW) | 27,75 | -0,08 | -0,29 | 8 440 | -5,00 | 31,50 | 24,98 | 1,16 |
| Riocan Reit (REI.U) | 22,00 | -0,08 | -0,36 | 2 767 | 10,83 | 23,40 | 17,25 | 1,38 |
| Banque CIBC (CM) | 75,41 | -0,33 | -0,44 | 11 985 | 10,65 | 79,63 | 62,60 | 3,48 |
| Banque TD (TD) | 72,84 | -0,36 | -0,49 | 20 467 | 10,43 | 77,37 | 61,25 | 2,44 |
| Banque Scotia (BNS) | 52,63 | -0,32 | -0,60 | 28 976 | 6,93 | 55,75 | 44,12 | 1,96 |
| Great-West (GWO) | 25,68 | -0,16 | -0,62 | 7 063 | -4,46 | 29,24 | 23,17 | 1,23 |
| Banque de Montréal (BMO) | 58,27 | -0,43 | -0,73 | 21 689 | 4,33 | 65,71 | 51,11 | 2,80 |
| ▼ Brookfield Asset (BAM.A) | 30,04 | -0,31 | -1,02 | 8 695 | 28,43 | 31,89 | 21,38 | 0,51 |
| ▼ Intact Financier (IFC) | 47,29 | -0,53 | -1,11 | 1 273 | 27,29 | 48,25 | 34,55 | 1,36 |
| ▼ Banque Laurentienne (LB) | 44,26 | -0,60 | -1,34 | 258 | 3,53 | 47,67 | 37,76 | 1,44 |
| CONSOMMATION COURANTE | 1 621,30 pts | -0,54 | 4,88 | | | | | |
| ▲ Molson (TPX.B) | 49,50 | 0,50 | 1,02 | 11 | 4,21 | 50,25 | 41,25 | 1,14 |
| Couche-Tard (ATD.B) | 24,66 | 0,22 | 0,90 | 1 717 | 18,44 | 24,79 | 17,25 | 0,16 |
| Jean Coutu (PJC.A) | 9,29 | 0,08 | 0,87 | 4 615 | -4,33 | 10,24 | 7,88 | 0,22 |
| Loblaws (L) | 42,15 | 0,09 | 0,21 | 2 486 | 24,41 | 44,98 | 30,11 | 0,84 |
| Weston (George) (WVN) | 77,50 | 0,10 | 0,13 | 529 | 15,81 | 84,94 | 57,00 | 1,44 |
| Metro (MRU.A) | 46,23 | -0,35 | -0,75 | 1 261 | 17,87 | 47,47 | 33,92 | 0,68 |
| Saputo (SAP) | 36,55 | -0,30 | -0,81 | 2 066 | 18,86 | 39,89 | 27,03 | 0,64 |
| ▼ Lassonde (LAS.A) | 56,50 | -0,95 | -1,65 | 7 | 6,62 | 58,75 | 46,50 | 1,16 |
| ▼ Shoppers Drug Mart (SC) | 37,19 | -0,63 | -1,67 | 8 411 | -18,10 | 46,35 | 32,57 | 0,90 |
| INDUSTRIELLES | 1 247,98 pts | -0,61 | 10,05 | | | | | |
| ▲ Quinc. Richelieu (RCH) | 29,35 | 0,64 | 2,23 | 183 | 30,44 | 29,45 | 20,50 | 0,36 |
| ▲ Transcontinental (TCL.A) | 15,53 | 0,22 | 1,44 | 1 602 | 20,20 | 16,09 | 11,44 | 0,36 |
| Genivar (GNV.U) | 27,90 | 0,10 | 0,36 | 327 | 3,14 | 29,26 | 24,56 | 1,50 |
| SNC-Lavalin (SNC) | 54,33 | 0,18 | 0,33 | 2 755 | 0,63 | 56,10 | 41,59 | 0,68 |
| Canadian National (CNR) | 64,57 | -0,30 | -0,46 | 13 158 | 12,61 | 69,16 | 52,76 | 1,08 |
| Jazz Air (JAZ.U) | 5,14 | -0,03 | -0,58 | 2 173 | 16,55 | 5,88 | 3,58 | 0,60 |
| CAE (CAE) | 11,04 | -0,08 | -0,72 | 11 455 | 25,88 | 11,72 | 8,37 | 0,16 |
| Stella-Jones (SJ) | 26,80 | -0,20 | -0,74 | 41 | 4,08 | 29,90 | 22,10 | 0,40 |
| Garda (GW) | 8,57 | 0,07 | -0,81 | 315 | -16,23 | 11,90 | 6,62 | 0,00 |
| Canadian Pacifique (CP) | 64,50 | -0,57 | -0,88 | 3 127 | 13,58 | 67,50 | 49,58 | 1,08 |
| Velan (VLAN) | 13,46 | -0,12 | -0,88 | 0 | -11,74 | 16,98 | 12,51 | 0,32 |
| ▼ Transforce (TFH) | 11,24 | -0,14 | -1,23 | 618 | 33,81 | 12,14 | 6,83 | 0,40 |
| ▼ ACE Aviation (ACE.A) | 12,44 | -0,18 | -1,43 | 117 | 110,85 | 13,50 | 5,71 | 0,00 |
| ▼ Bombardier (BBD.B) | 4,90 | -0,09 | -1,80 | 39 040 | 2,11 | 6,24 | 4,25 | 0,10 |
| ▼ Laperr. & Verreault (GLV.A) | 6,61 | -0,14 | -2,07 | 570 | -26,39 | 10,35 | 6,22 | 0,00 |
| SANTÉ | 442,42 pts | -0,71 | 36,28 | | | | | |
| Atrium (ATB) | 14,70 | 0,04 | 0,27 | 1 759</ | | | | |

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

| DENRÉES | | | |
|----------------------|-----------|---------------|--------|
| | FERMETURE | VARIATION (%) | |
| | | 1 JOUR | 1 AN |
| Blé (\$US/boisseau) | 6,26 | -6,91 | 11,38 |
| Cacao (\$US/livre) | 1,24 | -1,34 | -11,90 |
| Café (\$US/livre) | 1,98 | -3,25 | 45,07 |
| Mais (\$US/boisseau) | 5,27 | -5,22 | 30,89 |
| Soya (\$US/boisseau) | 12,20 | -5,19 | 20,77 |
| Sucre (\$US/livre) | 0,26 | -2,66 | 13,26 |

| ÉNERGIE | | | |
|------------------------------|-----------|---------------|--------|
| | FERMETURE | VARIATION (%) | |
| | | 1 JOUR | 1 AN |
| Essence (\$US/gallon) | 2,16 | -1,59 | 8,73 |
| Gaz naturel (\$US/gigajoule) | 4,03 | -0,49 | -17,08 |
| Mazout (\$US/gallon) | 2,31 | -2,52 | 13,74 |

Source : New York Mercantile Exchange (NYMEX)

| MÉTAUX | | | |
|------------------------|-----------|---------------|-------|
| | FERMETURE | VARIATION (%) | |
| | | 1 J | 1 AN |
| Aluminium (\$US/livre) | 1,06 | -0,87 | 20,08 |
| Argent (\$US/once) | 25,48 | -2,35 | 38,48 |
| Cuivre (\$US/livre) | 3,85 | -1,24 | 26,61 |
| Étain (\$US/livre) | 11,41 | -1,62 | 69,02 |
| Nickel (\$US/livre) | 10,07 | -1,47 | 34,84 |
| Palladium (\$US/once) | 641,55 | -5,83 | 70,63 |
| Platine (\$US/once) | 1 644,00 | -2,48 | 13,80 |
| Plomb (\$US/livre) | 1,08 | -1,49 | 4,08 |
| Zinc (\$US/livre) | 1,03 | -1,95 | 2,73 |

Source : London Metal Exchange

| LES OBLIGATIONS | | | | | |
|----------------------------------|--------|----------|--------|-------|-------|
| | COUPON | ÉCHÉANCE | PRIX | REND. | VAR. |
| LE GOUVERNEMENT DU CANADA | | | | | |
| Canada | 9,00 | 01-03-11 | 102,32 | 0,85 | -0,01 |
| Canada | 6,00 | 01-06-11 | 102,61 | 1,09 | 0,01 |
| Canada | 10,25 | 15-03-14 | 126,68 | 1,91 | 0,28 |
| Canada | 9,75 | 01-06-21 | 159,34 | 3,10 | 0,98 |
| Canada | 8,00 | 01-06-23 | 147,48 | 3,33 | 0,99 |
| Canada | 8,00 | 01-06-27 | 156,16 | 3,49 | 0,90 |
| Canada | 5,75 | 01-06-29 | 129,31 | 3,57 | 0,86 |
| LES PROVINCES | | | | | |
| Hydro Québec | 11,00 | 15-08-20 | 157,55 | 3,85 | 0,82 |
| Manitoba | 7,75 | 22-12-25 | 139,63 | 4,18 | 0,66 |
| New Brunswick | 6,00 | 27-12-17 | 117,13 | 3,27 | 0,57 |
| Newfoundland | 6,15 | 17-04-28 | 122,16 | 4,32 | 0,66 |
| Nova Scotia | 6,60 | 01-06-27 | 126,54 | 4,33 | 0,66 |
| Ontario | 6,25 | 25-08-28 | 122,71 | 4,39 | 0,67 |
| Ontario Hydro | 7,45 | 31-03-13 | 114,45 | 1,22 | 0,12 |
| Ontario Hydro | 8,50 | 26-05-25 | 145,81 | 4,24 | 0,66 |
| Ontario Hydro | 8,25 | 22-06-26 | 144,53 | 4,30 | 0,69 |
| PEI | 8,50 | 27-10-15 | 126,48 | 2,72 | 0,46 |
| Québec | 6,00 | 01-10-29 | 119,86 | 4,43 | 0,69 |
| LES CORPORATIONS | | | | | |
| Bell Canada | 7,00 | 24-09-27 | 111,23 | 5,93 | 0,61 |
| Bombardier | 7,35 | 22-12-26 | 102,25 | 7,11 | 0,00 |
| Cons Gas | 6,10 | 19-05-28 | 115,64 | 4,77 | 0,70 |
| Gtaa | 6,45 | 03-12-27 | 117,00 | 4,96 | 0,68 |
| Investors Gr | 6,65 | 13-12-27 | 106,01 | 6,07 | 0,59 |
| Wtcoast Éne | 6,75 | 15-12-27 | 117,00 | 5,23 | 0,67 |

| TAUX D'INTÉRÊT | | | |
|-------------------------|----------------------|----------------------|-------|
| | FERMETURE | RENDEMENT SEM. ANNÉE | |
| CANADA | | | |
| Taux d'escompte | 1,25 | 0,00 | 0,75 |
| Taux préférentiel | 3,00 | 0,00 | 0,75 |
| Fonds à un jour | 1,00 | 0,00 | 0,75 |
| Bons du Trésor (3 mois) | 0,94 | -0,01 | 0,72 |
| Obligations (2 ans) | 1,57 | 0,04 | 0,22 |
| Obligations (10 ans) | 3,08 | 0,19 | -0,33 |
| ÉTATS-UNIS | | | |
| Taux d'escompte | 0,75 | 0,00 | 0,25 |
| Taux préférentiel | 3,25 | 0,00 | 0,00 |
| Fed funds | 0,25 | 0,00 | 0,00 |
| Bons du trésor (3 mois) | 0,13 | 0,01 | 0,07 |
| Obligations (2 ans) | 0,50 | 0,06 | -0,27 |
| Obligations (10 ans) | 2,84 | 0,18 | -0,50 |
| OR | | | |
| New York | | | |
| | 1 338,40 \$US | | |
| Variation 1 JOUR | | -30,10 \$US | |
| Variation 1 SEM. | | -5,08 % | |
| Variation 1 AN | | +17,49 % | |

| DOLLAR CANADIEN | | | |
|----------------------------------|---------------------------------|------------------|----------------------------------|
| EN CENTS US > 12 mois | | | |
| EN EURO > 12 mois | | | |
| 97,83 ¢US | 0,7256 € | | |
| VARIATION | -1,29 ¢ | | |
| VARIATION | -0,0033 € | | |
| SOMME REQUISE POUR ACHETER | | | |
| Un dollar US | 102,22 ¢ | | |
| Un euro | 1,3782 \$ | | |
| LES DEVICES DANS LE MONDE | | | |
| Afrique du Sud | 1 \$ vaut 6,89 rands | Japon | 1 \$ vaut 81,53 yens |
| Australie | 1 \$ vaut 1,00 dollar | Liban | 1 \$ vaut 1 534,83 livres |
| Brésil | 1 \$ vaut 1,70 real | Mexique | 1 \$ vaut 12,17 pesos |
| Chine | 1 \$ vaut 6,50 renminbis | Norvège | 1 \$ vaut 5,94 couronnes |
| Grande-Bretagne | 1 \$ vaut 0,62 livre | Nouvelle-Zélande | 1 \$ vaut 1,28 dollar |
| Hong-Kong | 1 \$ vaut 7,59 dollars | Russie | 1 \$ vaut 30,60 roubles |
| Inde | 1 \$ vaut 44,44 roupies | Suède | 1 \$ vaut 6,81 couronnes |
| Israël | 1 \$ vaut 3,60 n.shekels | Suisse | 1 \$ vaut 0,97 franc |

La Chine et l'Irlande secouent les Bourses

BLOOMBERG ET AGENCE FRANCE-PRESSE
REVUE BOURSIÈRE

NEW YORK — Les Bourses nord-américaines ont fini en nette baisse hier, victime des inquiétudes sur les problèmes de dette souveraine de l'Irlande et de la zone euro, mais aussi des craintes de resserrement de la politique monétaire chinoise.

À Wall Street, l'indice Dow Jones a abandonné 178,47 points (-1,6 %), à 11 023,50 points, retrouvant des niveaux observés à la mi-octobre, et le NASDAQ, à dominante technologique, a perdu 43,98 points (-1,8 %), à 2469,84 points.

L'indice élargi Standard & Poor's 500 de son côté a reculé de 1,6 % (19,41 points), à 1178,34 points.

« Les problèmes sur les dettes souveraines se sont exacerbés », a observé Owen Fitzpatrick, de Deutsche Bank, alors que les responsables européens se sont réunis

pour discuter, notamment, de la question irlandaise.

Les inquiétudes d'une contagion au Portugal, mais aussi à l'Espagne, ont rappelé aux investisseurs une situation déjà vécue au printemps, qui avait fait trébucher les marchés internationaux.

« Le marché ne veut vraiment pas voir la peur arriver aux États-Unis à cause de l'effet de contagion en Europe », a rapporté Lindsey Piegza, de FTN Financial.

À cette situation s'est ajouté le cas de la Chine, où les investisseurs craignent un relèvement des taux d'intérêt visant à ralentir l'économie et à dompter l'inflation. La Bourse de Shanghai a chuté de près de 4 % hier.

« D'un point de vue économique, les indicateurs ne sont pas mauvais, mais il y a ces inquiétudes sur les dettes souveraines et le fait que la Chine soit une pièce tellement importante du puzzle de la croissance mondiale », a noté Owen Fitzpatrick.

« Ce ne sont pas des événements ponctuels, mais qui peuvent jouer pendant

des semaines », a ajouté l'analyste.

La conjoncture, ainsi que le raffermissement du dollar, qui a profité de la prudence des investisseurs, ont pesé sur les secteurs les plus sensibles économiquement, en premier lieu les valeurs liées à l'énergie.

Côté statistique, la production industrielle américaine s'est stabilisée en octobre

Deux titres ont nagé à contre-courant au sein du Dow Jones, les seuls à s'afficher dans le vert.

Le géant de la distribution Walmart (+0,57 %) a publié un bénéfice net au troisième trimestre à 3,44 milliards US, supérieur aux attentes, qui lui a permis de relever ses prévisions, malgré un chiffre d'affaires décevant.

Seattle, mais n'a pris aucune décision sur la reprise des vols d'essai après un incendie la semaine dernière.

À Toronto, l'indice composé S&P/TSX a chuté de 133,18 points (- %), à 12 602,23 points, tandis que le dollar canadien a cédé 1,29 cents, à 97,83 cents US.

Les titres des ressources naturelles ont affiché le plus net recul, les investisseurs craignant aussi qu'un haut taux d'inflation et un boom immobilier ne forcent la Chine à relever ses taux d'intérêt, ce qui pourrait causer un ralentissement de l'économie et une baisse de la demande pour les matières premières.

Le prix du pétrole a baissé de 2,52 \$, à 82,34 \$US le baril.

Les titres de Canadian Natural Resources et Suncor ont chuté de 2,2 % chacun dans la foulée d'un repli de 2,4 % du secteur des ressources.

L'action de Goldcorp perdait 0,8 % de sa valeur en réaction à la forte baisse du prix de l'or, qui chutait de près de 30 \$US, à 1339,40 \$US l'once, à New York.

PotashCorp: le temps de l'offensive

HUGO FONTAINE
MATCH BOURSIER

La bataille entre BHP Billiton et PotashCorp aura au moins eu ça de bon : aucun investisseur n'ignore désormais l'utilité de la potasse et les excellentes perspectives du marché des fertilisants. Mais comment en profiter ? Notre match boursier met aux prises Potash Corporation, de Saskatoon, et Agrium, de Calgary.

Stéphane Gagnon, gestionnaire principal en actions canadiennes à la Financière des professionnels, favorise la société saskatchewanaise. Les deux sociétés ont beau être des alliées dans Canpotex, sorte de cartel canadien de la potasse, elles ont des profils bien différents.

Agrium tire de ses activités de vente au détail environ 40 % de son bénéfice avant impôts, intérêts et amortissements (données du premier semestre 2010), tandis que PotashCorp se consacre surtout dans le secteur de la production de la ressource.

La division de production d'Agrium a une capacité totale de 8 millions de tonnes de fertilisants (produits à base d'azote, de phosphore ou de potasse), dont un peu plus de 2 millions de tonnes de potasse. PotashCorp produit quant à elle 10 millions de tonnes de potasse, soit 20 % de la capacité mondiale, et Stéphane Gagnon estime que cette capacité pourrait doubler dans les quatre ou cinq prochaines années.

Une demande croissante

Au cours des deux dernières années, Agrium constituait une position plus défensive en raison de sa moins grande

exposition au secteur de production, note M. Gagnon. « Mais maintenant, il faut être plus offensif, être davantage dans la production de ressources que dans la distribution. »

La demande de potasse, soutenue par l'appétit croissant des pays émergents, ne peut faire autrement qu'augmenter, soutient M. Gagnon. « En regardant en avant, c'est indéniablement Potash qui va en bénéficier le plus, affirme le gestionnaire. La société a davantage de levier sur des hausses de prix. »

Car une hausse du prix de la ressource ajoutera de la valeur à chacune des 10 millions, voire 20 millions de tonnes produites par Potash, qui compte déjà sur des coûts concurrentiels.

Tandis que l'effet d'une hausse du prix de la ressource ne devrait pas avoir d'impact aussi important sur les marges des activités de détail d'Agrium. « On ne dénigre pas Agrium, ajoute M. Gagnon, mais la performance potentielle de PotashCorp nous apparaît plus intéressante. »

Encore faut-il que les dirigeants de PotashCorp réussissent à donner toute sa valeur à la société. « Ils vont devoir se commettre pour créer de la valeur pour les actionnaires, que ce soit via un rachat d'actions ou une augmentation du paiement de dividendes », croit M. Gagnon.

Certes, PotashCorp a désormais moins de chances d'être la cible d'une acquisition. « On regarde plutôt Potash sur une base de valeur présente d'actifs, dit Stéphane Gagnon. La meilleure utilisation de leur capital réside dans leurs projets actuels et la société peut répondre à une hausse de la demande mondiale. »



PHOTO TROY FLEECE, ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE
PotashCorp produit 10 millions de tonnes de potasse, soit 20 % de la capacité mondiale.

CONFRONTATION AU SOMMET

| | Agrium (AGU) | PotashCorp (POT) |
|-------------------------------------|-------------------------|--------------------------|
| Fermeture hier (Bourse de Toronto) | 80,13 \$ | 138,22 \$ |
| Haut/bas 52 semaines | 91,25 \$ / 51,39 \$ | 160,65 \$ / 88,68 \$ |
| Capitalisation | 12,5 milliards | 40,8 milliards |
| Rendement un an | 22,5 % | 20,8 % |
| Revenus (2 ^e trimestre) | 2,1 milliards | 1,6 milliard |
| Bénéfice net (bénéfice par action) | 59,3 millions (0,38 \$) | 418,6 millions (1,41 \$) |
| Ratio cours/bénéfice | 21 | 25,8 |
| Recommandation (achat/neutre/vente) | 17/6/0 | 13/11/1 |

Source : Bloomberg

LA PRESSE AFFAIRES
STYLE

LA CHRONIQUE INCONTOURNABLE
DES PROFESSIONNELS D'INFLUENCE

Demain, ne manquez pas

BOUTIQUE
Une adresse vouée au savoir-faire à Outremont

RESTAURANTS
Un guide imprimé pour l'émission de télé Mixeur

MODE
Une blogueuse adolescente lancera son magazine

INDUSTRIE
Un prix prestigieux pour Billy Reid

STYLE, une chronique de La Presse Affaires, sur le style, le luxe et le "night life" montréalais.

Les jeudis dans
LA PRESSE

GENS D'ICI QUI VONT LOIN

 **ALLER LOIN**

Voyez la section *Gens d'ici qui vont loin* sur cyberpresse.ca/allerloin afin de voter à compter du samedi 20 novembre pour la personne qui vous inspire le plus.

ILS VIVENT À L'EXTÉRIEUR DU PAYS DEPUIS PLUS D'UN AN. ILS SE DISTINGUENT PAR LEURS ACCOMPLISSEMENTS DANS LEUR PAYS D'ADOPTION. NOUS VOUS LES PRÉSENTONS DANS UNE SÉRIE DE 10 PORTRAITS.

ISABELLE BALMIR, **SUISSE**

À FOND DE TRAIN

Elle n'a que 35 ans et gère un projet de 500 millions de dollars. Lorsque le nouveau TGV Madrid-Valence foncera à 330 km/h sur cette ligne inaugurée en décembre prochain, ce sera en partie grâce à elle. Établie à Zurich, en Suisse, chef de projet au sein de la division des locomotives chez Bombardier Transport, Isabelle Balmir coordonne la réalisation de locomotives pour des trains à haute vitesse desservant l'Espagne.

CAROLINE RODGERS
COLLABORATION SPÉCIALE

Isabelle Balmir a toujours été intriguée par ce qui se trouvait au-delà de nos frontières. Elle rêvait de travailler à l'international depuis son enfance. On peut dire qu'elle a réalisé son rêve. Aujourd'hui, elle gère la construction des 92 locomotives pour 46 trains destinés à desservir deux lignes de TGV en Espagne. Seize trains pour la ligne Madrid-Malaga, qui fonctionne depuis trois ans, et trente trains sur la nouvelle ligne Madrid-Valence. Un projet de 370 millions d'euros, soit environ 508 millions de dollars canadiens.

Il s'agit d'un défi qui demande beaucoup d'organisation! Au jour le jour, elle doit s'assurer que les objectifs sont atteints pour que les locomotives soient livrées à temps.

« Ma tâche est surtout de focaliser l'énergie de toute l'équipe et de garder tout le monde motivé pour atteindre les résultats, tous ensemble », dit Isabelle Balmir.

D'autant plus que si la gestion du projet se fait à partir de la Suisse, les trains, eux, sont fabriqués en Allemagne et en Espagne.

« Il faut rester à l'affût de tout ce qui se passe, avoir l'impression d'être partout, ajoute la jeune femme. Je dois être capable de résoudre des problèmes au quotidien en trouvant avec mon équipe des solutions créatives et satisfaisantes pour tous les intervenants. »

Le tout, en conciliant ces responsabilités avec sa vie de mère d'un petit garçon de 6 ans, avec un conjoint qui travaille dans une autre ville!

Du concret

Au quotidien, une des grandes motivations d'Isabelle Balmir est de travailler sur un produit qu'elle peut voir de ses yeux. Elle peut même monter à bord!

« Quand nos locomotives sortent de l'usine, on est fiers. Et la première fois que l'on monte dans un train qui roule à plus de 300 km/h, c'est vraiment impressionnant, dit-elle. Ce qui m'a attirée dans le monde du transport, c'est le fait que ce sont des produits tangibles. C'est quelque chose que l'on voit réellement, contrairement à un travail de consultant, par exemple. Je trouve cet aspect de mon travail génial. »

Elle raconte que, comme bien d'autres employés de Bombardier, elle ne manque jamais de passer des remarques lorsqu'elle voit l'un de leurs trains passer. « Nos conjoints sont fatigués de nous entendre répéter qu'ils sont beaux! » ajoute-t-elle en riant.

De plus, elle a l'impression de travailler pour une bonne cause. « Le train, c'est un produit noble, dit-elle. Ça reste l'avenir du déplacement dans nos villes et entre les villes, et ça contribue au développement durable. Quand on voit l'impact positif de nos produits, ça donne envie de continuer. »

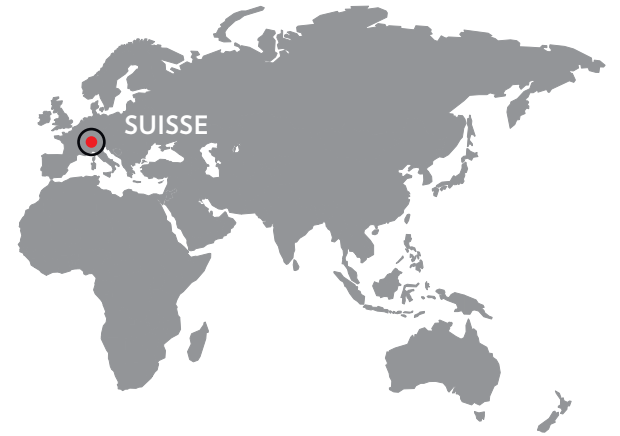
En tant que chef de projet, elle apprécie aussi beaucoup le fait d'avoir une vue d'ensemble de toutes les étapes de réalisation, des achats de matériaux à la mise en service. « Je vois tout, du jour où l'on obtient le contrat, jusqu'au jour où on le finit, dit-elle. J'ai l'impression de participer à la création de quelque chose du début à la fin, tout en ayant la chance de travailler avec beaucoup de gens intéressants. »

De Notre-Dame-de-Grâce à Zurich

Originaire de Montréal, Isabelle Balmir a grandi dans Notre-Dame-de-Grâce au sein d'une famille de trois enfants. Sa mère est québécoise de souche et son père, d'origine haïtienne. Diplômée des HEC en marketing et gestion internationale, elle travaille chez Bombardier depuis 2004.

Avant d'en arriver où elle est, la jeune femme a vu du pays. Elle avait 24 ans lorsqu'elle a quitté le Québec pour la première fois afin de faire un stage au Mexique pour Bombardier. Elle a ensuite travaillé dans ce pays pour une autre entreprise, puis au Texas, en Arizona et en France.

« Je n'ai jamais laissé tomber mon rêve et je me suis jamais arrêtée aux obstacles. Je n'ai jamais accepté que l'on me dise que quelque chose était impossible », dit-elle.



Isabelle Balmir

PHOTO FOURNIE PAR ISABELLE BALMIR



Il faut rester à l'affût de tout ce qui se passe, avoir l'impression d'être partout. Je dois être capable de résoudre des problèmes au quotidien en trouvant avec mon équipe des solutions créatives et satisfaisantes pour tous les intervenants.



 **ALLER LOIN**

La Suite Super Affaires^{MD}

Donnez à votre espace vital ce qu'il mérite... plus d'espace.

Tout ce que nous entreprenons est conçu pour rendre votre voyage facile et agréable.



^{MD}Super Affaires est une marque déposée d'Air Canada.



MEILLEUR
TRANSPORTEUR AÉRIEN
AMÉRIQUE DU NORD

AIR CANADA 

MEMBRE DU RÉSEAU STAR ALLIANCE 